

# Introduction biographique à Christian Rakovsky



**Gus Fagan**

*Christian Rakovsky, Selected Writings on Opposition in the USSR 1923–30.  
Londres-New York : Allison & Busby, 1980. Traduction et notes : MIA.*

# I

## Dirigeant socialiste dans les Balkans

*« Aucun autre socialiste ne rayonne autant que Rakovsky à travers les Balkans, et aucun n'est d'une importance comparable. »*  
(G.D.H. Cole, The Second International)

L'histoire du mouvement socialiste dans les Balkans durant les deux décennies précédant la Première Guerre mondiale est dominée par le nom de Christian Rakovsky. Ce futur chef de l'Ukraine soviétique et dirigeant de l'opposition de gauche en Union soviétique après 1928 comptait parmi les rares amis intimes de Trotsky. Bien qu'ils se soient connus plus tôt, leur amitié débuta en 1913 lorsque Trotsky effectuait une tournée dans les Balkans comme correspondant de guerre pour la *Kievskaya Mysl'*. Trotsky écrivit à son sujet :

*« Christian Rakovsky est une des figures les plus internationales dans le mouvement européen. Bulgare d'origine, natif de la ville de Kotel, qui est au cœur même de la Bulgarie, mais sujet roumain parce que la carte le voulait ainsi, médecin formé à l'école française, Russe par ses liaisons, ses sympathies et ses ouvrages, Rakovsky possède toutes les langues des Balkans et quatre langues européennes ; en diverses périodes, il a activement participé à la vie intérieure de quatre partis socialistes : bulgare, russe, français et roumain – pour devenir ensuite un des leaders de la fédération des soviets, un des fondateurs de l'Internationale communiste, le président du soviet des commissaires du peuple de l'Ukraine, le représentant diplomatique de l'U.R.S.S. en Angleterre et en France, et pour partager le sort de l'opposition de gauche. Les caractéristiques personnelles de Rakovsky, de larges vues sur la situation internationale et une profonde noblesse d'âme, l'ont rendu particulièrement odieux à Staline qui incarne les traits exactement opposés.*

*En 1913, Rakovsky fut l'organisateur et le leader du parti socialiste roumain qui devait, plus tard, adhérer à l'Internationale communiste. Le parti grandissait. Rakovsky était le directeur de son journal quotidien et lui fournissait des fonds. Au bord de la mer Noire, non loin de Mangalia, Rakovsky possédait par héritage une petite propriété dont le revenu servait à soutenir le parti socialiste roumain et un bon nombre de groupes et personnalités révolutionnaires dans d'autres pays. Rakovsky passait trois jours par semaine à Bucarest, écrivant des articles, dirigeant les séances du comité central, parlant dans des meetings, conduisant des manifestations. Ensuite, il prenait le train pour regagner le rivage de la mer Noire, rapportant chez lui de la ficelle, des clous, divers objets indispensables. Il allait aux champs, vérifiant le travail d'un nouveau tracteur, courant derrière la machine, dans le sillon, en redingote de citadin. Le surlendemain, Rakovsky rentrait en ville au plus vite pour ne pas manquer un meeting ou une séance. Je l'accompagnais dans ses voyages et admirais cette énergie bouillonnante, infatigable, cette constante fraîcheur d'esprit, et tant de délicates attentions à l'égard des petites gens. Dans les rues de Mangalia, Rakovsky, en un quart d'heure, passait de la langue roumaine au turc, du turc au bulgare, puis à l'allemand et au français, s'adressant à des colons et représentants de commerce ; il en venait au russe avec des skoptsy qui habitaient les environs en grand nombre. Ses propos étaient ceux d'un propriétaire, d'un docteur, d'un Bulgare, d'un sujet roumain et, plus souvent encore, d'un socialiste. C'est ainsi qu'il passa devant mes yeux, miracle vivant, dans les rues de cette petite ville écartée, insouciant, paresseux, du bord de la mer. Mais, la nuit venue, il roulait dans le train, à toute vitesse, vers le champ de bataille. Et il se sentait aussi bien, il avait la même assurance à Bucarest qu'à Sofia, à Paris, à Pétersbourg ou à Kharkov. »<sup>1</sup>*

Krastyu<sup>2</sup> Georgievich Rakovsky naquit le 1er août 1873 à Gradets, près de Kotel, un petit village dans les montagnes du centre de la Bulgarie. Sa famille était aisée, son père pratiquant le commerce et l'agriculture, et il laissa à sa mort une somme considérable qui permit à son fils Christian de vivre sans besoin matériel, de

---

1 Léon Trotsky, *Ma Vie*. Paris : Gallimard, 1989, pp. 272-273.

2 Krastyu signifie « croix » plutôt que Christian.

voyager, d'étudier en Europe, et d'apporter une aide financière à ses nombreux amis socialistes ainsi qu'à des publications socialistes bulgares, roumaines ou russes.

Par sa mère, il hérita d'une toute autre tradition, révolutionnaire. Son oncle, le poète, révolutionnaire et théoricien du mouvement de libération nationale, Savva Rakovsky, domina la vie culturelle et politique de la Bulgarie entre 1840 et 1867. Ce fut lui qui transforma les soulèvements paysans spontanés en une lutte de libération nationale organisée. Sur le plan militaire, sa grande réalisation fut la création des *tcheti*, des détachements armés strictement disciplinés organisés hors du pays en vue d'intervenir au moment décisif pour guider et mener la révolution contre la domination turque.<sup>3</sup> L'idée fondamentale de Savva Rakovsky – une union des États balkaniques pour lutter pour leur indépendance et pour une intervention russe favorisant la lutte de libération – fut reprise plus tard par son neveu Christian, dans le contexte différent de 1918.

Il reçut sa formation initiale à Kotel. À quatorze ans, à une époque où (comme il le dit dans son *Autobiographie* dans ce volume) « *même les plus jeunes étudiants s'intéressaient passionnément à la politique* », il fut exclu de toutes les écoles bulgares après avoir organisé une révolte scolaire contre laquelle il fallut une compagnie de soldats pour la réprimer. Après un an dans la maison de son père, « *lisant sans discernement tout ce qui me tombait sous la main* », il fut réadmis à l'école, pour en être à nouveau expulsé au bout d'un an, cette fois définitivement. L'occasion en fut cette fois sa collaboration avec son ami et mentor, Evtim Dabev, l'un des vétérans du mouvement révolutionnaire bulgare. Dabev (1864-1946) édita le premier hebdomadaire marxiste de Bulgarie en 1886. Il y publia *Travail salarié et capital* de Marx. En 1890, déjà marxiste, Rakovsky aida Dabev à préparer la publication de *Socialisme utopique et socialisme scientifique* d'Engels, en particulier en adaptant l'introduction de [Véra Zassoulitch](#) aux conditions bulgares. Cette dernière année à l'école, Rakovsky produisit aussi avec un ami un journal clandestin intitulé *Zerkalo* (« le Miroir »), que son *Autobiographie* décrit comme contenant « *un peu de tout : les idées pédagogiques de Rousseau, la lutte des pauvres et des riches, la mauvaise conduite des professeurs, etc.* » Il avait alors dix-sept ans. Cette même année, il quitta la Bulgarie pour étudier la médecine à Genève.

À Genève, il prit part à la vie politique très active des cercles d'émigrés. Les étudiants émigrés de Russie, de Turquie, de Bulgarie, etc., dominaient la vie politique des centres universitaires comme celui de Genève. Dans le Cercle des Étudiants Socialistes de l'Université de Genève, il n'y avait à cette époque que trois étudiants suisses, la majorité venant de Russie, d'Arménie et de Bulgarie. On comptait plus de 150 étudiants bulgares dont environ 35 étaient organisés au sein de la Société des Étudiants Social-Démocrates Bulgares. Rakovsky intégra cette société et devint l'une de ses personnalités dirigeantes. Une autre figure marquante était son ami Savva Christianovich Balabanov, avec qui il avait produit *Zerkalo* en Bulgarie. Balabanov avait été exclu de l'école au même moment. À Genève, Rakovsky se lia d'amitié avec [Axelrod](#), [Plekhanov](#) et Véra Zassoulitch. Cette dernière confia plus tard à Trotsky, en 1903, « *l'estime très élevée qu'ils avaient tous pour le jeune Rakovsky* ». Il devint également ami avec [Rosa Luxemburg](#), avec qui il dirigea brièvement des cercles de formation marxiste.<sup>4</sup>

Le premier Congrès International des Étudiants Socialistes se tint à Bruxelles durant l'hiver 1891–92. Dans l'impossibilité d'y assister, Rakovsky correspondit avec les organisateurs et fut chargé d'organiser le deuxième Congrès International, prévu à Genève à l'automne 1893. Vingt-quatre organisations envoyèrent des délégués, représentant neuf pays. Dans [une lettre au Congrès](#) (datée de Londres, 19 décembre 1893), Engels évoqua la nécessité de « *développer parmi les étudiants la conscience que c'est de leurs rangs que doit sortir ce prolétariat intellectuel appelé à jouer, à côté et au milieu de ses frères, les ouvriers, manuels, un rôle considérable dans la révolution qui s'approche* ». La tâche principale adoptée par le Congrès fut de jeter les bases d'une union de toutes les forces parmi les étudiants socialistes. Il souligna le besoin d'unité entre les étudiants et la classe ouvrière dans la lutte contre le capitalisme. L'un des sujets abordés fut le problème social du crime, qui intéressait beaucoup Rakovsky et sur lequel, quatre ans plus tard, il devait écrire sa thèse de doctorat. Plekhanov et [Jaurès](#) adressèrent tous deux des lettres au Congrès, et celui-ci fut considéré comme un événement important du mouvement socialiste en Europe.

---

3 M. MacDermott, *A History of Bulgaria* (London 1962).

4 F. Conte, *Christian Rakovsky* (Lille 1975). Nous savons peu de choses de l'amitié entre Rakovsky et Rosa Luxemburg. Nettl et Frölich ne font que l'évoquer.

À Genève en 1892, Rakovsky commença à éditer et publier la revue bulgare *Social-Démocrate* qui, non seulement par son titre mais aussi par son contenu, ressemblait à la revue russe homonyme. Conjointement avec son compagnon Savva Balabanov, et avec la collaboration active de Plekhanov, Rakovsky maintint la revue pendant deux ans. *Social-Démocrate* rassembla autour d'elle en Bulgarie les partisans de l'Union Social-Démocrate Bulgare. Ce groupe s'opposait au Parti Social-Démocrate Bulgare fondé en 1891 par [Dimitar Blagoev](#) (qui dirigeait l'aile gauche du mouvement et devait fonder plus tard, en 1919, le Parti Communiste Bulgare). Rakovsky travailla avec l'Union, estimant que le moment n'était pas mûr pour fonder un parti en Bulgarie. Le pays était trop arriéré et le prolétariat trop faible pour résister à la répression que Rakovsky prévoyait.

Les écrits de Rakovsky étaient bien connus en Bulgarie à cette époque. Il devint de fait le correspondant permanent des publications socialistes à l'intérieur de la Bulgarie, pour la revue marxiste *Den*, pour la publication bimensuelle *Rabotnik*, et pour une autre revue intitulée *Drugar*. Parfois, jusqu'à la moitié du contenu entier de ces publications était composé d'articles de Rakovsky. Il traduisit également en bulgare un livre de [Gabriel Deville](#) intitulé *L'Évolution du Capital*, et le préfaça par une longue introduction dans laquelle il analysait les conditions sociales et économiques de la Bulgarie. Les exemplaires du *Social-Démocrate*, qu'il éditait avec Balabanov, étaient aussi distribués en Bulgarie. La répression initiée en 1893 par le dictateur Stamboulov décima le mouvement socialiste en Bulgarie, et le travail de propagande mené par Rakovsky depuis Genève joua un rôle essentiel durant cette période pour maintenir le mouvement bulgare en vie. Cette même année, à l'âge de vingt ans, il fut le délégué bulgare au Congrès de l'Internationale Socialiste à Zurich. Il y rencontra Engels, avec qui il correspondit régulièrement<sup>5</sup> par la suite, ainsi que [Jules Guesde](#).

Les six derniers mois de 1893, il les passa à Berlin, où il rencontra [Wilhelm Liebknecht](#) et devint correspondant balkanique du *Vorwärts*. Dans une lettre datée du 25 mars 1928 à Trotsky, Rakovsky décrit comment il rendait régulièrement visite à Liebknecht tous les quinze jours. Il fut introduit dans les cercles dirigeants de la social-démocratie allemande grâce à son amitié avec Liebknecht et, jusqu'à la mort de ce dernier en 1900, il correspondit régulièrement avec lui. Il s'impliqua aussi activement dans le cercle de la Social-Démocratie russe à Berlin, et ce fut dans les débats intenses et animés entre émigrés sociaux-démocrates russes que Rakovsky acquit une compréhension plus profonde des différents courants et interprétations du marxisme. Ses liens avec les marxistes russes entraînèrent son expulsion de Berlin et le conduisirent en France.

Dans ce pays, Rakovsky fut fortement influencé par le socialiste Jules Guesde, qu'il avait déjà rencontré à Zurich. Plus tard, en 1915, il devait se qualifier lui-même, dans une lettre à Charles Dumas<sup>6</sup>, d'« *ancien guesdiste* ». Il ne devait rompre avec Guesde qu'en 1914 sur la question du social-chauvinisme. En tant que « guesdiste », il s'opposait au réformisme de Jaurès, bien que, sur un autre plan, il fût fasciné et attiré par le grand socialiste français. Trente ans plus tard, il confia à Trotsky à quel point il avait été séduit par Jaurès à travers ses idées sur l'art et le socialisme. Un certain humanisme et une haute conception de la morale unissaient les deux hommes. Trotsky, dans *Ma Vie*, décrivit Jaurès comme l'une des « *deux cimes de la Deuxième Internationale* » aux côtés de [Bebel](#). « *Le monde spirituel de Jaurès, qui se composait de traditions nationales, d'une métaphysique des principes moraux, d'amour pour les misérables et d'imagination poétique, avait des traits tout aussi nettement aristocratiques que de son aspect moral Bebel apparaissait simplement plébéen.* »<sup>7</sup> Les idées et idéaux de Jaurès, la conception d'un socialisme qui « *mènerait tous les hommes, de quelque origine qu'ils fussent, à la vie de l'art, à la vie de la beauté* »,<sup>8</sup> devaient exercer sur Rakovsky une fascination durable.

Rakovsky poursuivait désormais ses études à la faculté de médecine de Montpellier. Il termina ses études médicales en 1897 avec une thèse de doctorat intitulée *De la question de l'étiologie du crime et de la dégénérescence, précédée d'un aperçu sur les principales théories de la criminalité*.<sup>9</sup>, analyse marxiste des

---

<sup>5</sup> Cette correspondance ne semble pas avoir été aussi régulière, nous n'avons connaissance que de deux échanges de courriers. (Note du traducteur).

<sup>6</sup> C. Rakovsky, [Les Socialistes et la guerre](#) (discussion entre socialistes français et roumains). Bucarest : Cercul de editură socialistă, 1915.

<sup>7</sup> Léon Trotsky, *Ma Vie*. Paris : Gallimard, 1989, p. 290.

<sup>8</sup> J. Jaurès, *Art et Socialisme* (1900), cité par Conte, op. cit., p. 35.

<sup>9</sup> En 1899, une édition populaire de sa thèse parut en russe sous le titre *Les Misérables*. Une édition plus scientifique fut publiée en russe en 1927, avant son exil pour cause de Trotskysme. Une édition bulgare vit le jour en 1928. Un exemplaire



origines socio-économiques de la criminalité dans la société capitaliste. Au Congrès de l'Internationale Socialiste tenu à Londres durant l'été 1896, Rakovsky fut à nouveau le délégué bulgare et prononça un discours sur l'importance de la question nationale en Orient. Selon son *Autobiographie*, il estimait que « *l'ignorance et l'incompréhension de la question orientale constituaient l'une des grandes faiblesses du mouvement socialiste international* ». Une partie du discours fut publiée dans la revue *Die Neue Zeit* de [Kautsky](#) au printemps suivant.<sup>10</sup> En 1897, il retourna dans les Balkans.

Jusqu'à son installation en Roumanie en 1904, les années suivantes furent pour Rakovsky des années d'incertitude et de nombreux déplacements d'un pays à l'autre. Comme le décrit Trotsky, « *au cours de ces années, l'orbite géographique de Rakovsky dessine une ligne très compliquée. Il ne serait possible de la tracer sur une carte qu'avec l'aide des archives secrètes de la police de la majorité des pays européens. La soif de savoir, de voir et d'agir le guida irrésistiblement durant ces premières années. Les circonstances extérieures et son insatiable intérêt personnel pour les pays et les peuples le propulsèrent d'un État à l'autre, les persécutions policières européennes jouant d'ailleurs un rôle majeur dans ces pérégrinations.* »<sup>11</sup>

Au cours de sa dernière année à Montpellier, il avait épousé une Russe, Elisabeth P. Ryabova, qui étudiait également à la faculté de médecine. Sitôt ses études terminées, il fut appelé sous les drapeaux en Roumanie et ne put accompagner son épouse à Saint-Petersbourg. Jusqu'en janvier 1900, il servit comme médecin militaire dans le 9<sup>e</sup> régiment de cavalerie stationné à Constantza. Durant cette période, malgré ses obligations militaires, il écrivit deux brochures, *Sur la signification politique de l'affaire Dreyfus* et *Science et miracles* (aujourd'hui introuvables ; publiées en Bulgarie à tirage limité, elles furent détruites par les stalinien lorsqu'ils prirent le pouvoir après la Seconde Guerre mondiale). Suivirent deux œuvres plus ambitieuses ; *Rossiia na Istok* (« La Russie en Orient », publié à Varna en 1898) fut sa première tentative d'aborder les questions internationales et de la diplomatie, et l'une des premières histoires de la politique étrangère russe d'un point de vue marxiste (*La Politique étrangère de l'État russe* d'Engels avait été publiée à Londres en 1890). L'ouvrage eut une grande influence car, comme il le dit dans son *Autobiographie*, il « *fournit des munitions non seulement au Parti socialiste bulgare contre le tsarisme russe, mais aussi à toutes les tendances dites russophobes dans les Balkans* ». Ce fut sa première œuvre politique d'envergure. Un chapitre contenait une attaque sévère contre l'annexion de la Bessarabie par la Russie en 1878, une question qui allait beaucoup occuper Rakovsky, politiquement et militairement, comme chef du gouvernement ukrainien après 1918. La seconde œuvre majeure fut *La France contemporaine : Histoire de la Troisième République* (publiée à Saint-Petersbourg en 1900), un livre démontrant sa profonde connaissance de la vie politique, culturelle et sociale française.

Son service militaire terminé, il séjourna à deux reprises en Russie. L'appartement de son épouse à Saint-Petersbourg était le lieu de réunions régulières de personnalités telles que [Mikhaïlovski](#), Karpov et [Tougan-Baranovski](#). Rakovsky publia des articles dans *Nashé Slovo* (« Notre Parole »), la revue de [Strouvé](#) et des « marxistes légaux ». Ses articles socialistes paraissaient sous le pseudonyme de C. G. Insarov. Il écrivit aussi quelques contes pour enfants et participa à la diffusion de l'*Iskra*. Le *Que faire ?* de Lénine parut à cette époque, et sur les questions principales soulevées dans ce livre concernant la nature et le rôle de l'organisation révolutionnaire, Rakovsky prit le parti de son vieil ami et collaborateur, Plekhanov, contre Lénine. Mais une tragédie personnelle, la mort de son épouse en 1903<sup>12</sup>, ajoutée à la répression sévère du mouvement socialiste en Russie à l'époque, poussa Rakovsky à retourner en France en 1903. Il s'installa à Paris pour étudier le droit et exerça comme médecin généraliste. Il devint un collaborateur régulier du *Mouvement Socialiste* et de la *Revue Socialiste*, organes de la SFIO.<sup>13</sup> Il demanda sa naturalisation, mais sa requête fut rejetée par le gouvernement

---

de la thèse originale est conservé à la Faculté de médecine de Montpellier et à la bibliothèque Bodléienne d'Oxford. [Cette thèse est également reproduite intégralement dans l'ouvrage de Jean-Claude Richard, *Krysto Rakovski, 1873-1941. Elisaveta Riabova, 1869-1941. Docteurs de la Faculté de Médecine de Montpellier. Enver Hoxha, 1873-1941, étudiants à l'Université de Montpellier, et... militants révolutionnaires*. Montpellier : Arts et Traditions Rurales, 2015. Note du traducteur]

10 « Die bulgarische Sozialdemokratie und die Orientfrage ». *Die Neue Zeit*, vol. XV (1896-1897). n° 26, mars 1897, pp. 820-824. Publié en français [sur MIA](#).

11 *Leon Trotsky Papers, 1897-1940*. Houghton Library, Harvard University. MS Russ 13, TAM 1577.

12 Date inexacte : son épouse est décédée en couches en juin 1902. (Note du traducteur)

13 Ces publications sont conservées à l'Institut international d'histoire sociale (IISG) d'Amsterdam.

français. Son père mourut en 1904<sup>14</sup>, lui laissant un domaine dans la vallée de la Dobroudja évalué à 8 000 livres sterling, et Rakovsky rentra au pays. Après une tournée de conférences en Bulgarie, il s'établit près de Constantza, exerça la médecine et le droit<sup>15</sup>, et prit la tête du mouvement socialiste roumain.

L'ancien journal du mouvement socialiste roumain avait été *România Muncitoare* (« La Roumanie ouvrière »). Il avait disparu mais Rakovsky le ressuscita et le publia hebdomadairement. Il fonda aussi une organisation politique sous le même nom. Le nouveau *România Muncitoare* parut pour la première fois le 5 mars 1905, au moment de la révolution russe, un événement qui eut des répercussions profondes en Roumanie. Inspiré par l'exemple russe, un mouvement de grève massif débuta en Roumanie. Selon Rakovsky dans son *Autobiographie*, « même la police nous demanda de l'aide pour organiser leur grève ». Le gouvernement chercha à saper le mouvement gréviste en s'attaquant à Rakovsky. Il tenta de le discréditer en l'accusant d'être Bulgare. Il répondit dans *România Muncitoare* du 10 avril 1905 qu'il ne reconnaissait « d'autre patrie que la patrie commune du prolétariat international ». Accusé de manque de patriotisme, il répliqua dans l'édition du 22 mai 1905 que si le patriotisme signifiait « préjugé de race, guerre internationale et civile, tyrannie politique et domination ploutocratique », il n'était en effet pas patriote.

Un autre événement marquant de l'année 1905 fut celui qui mit Rakovsky en contact avec la révolte des marins à bord du cuirassé *Potemkine*. Au mois de juin, les marins du *Potemkine* se mutinèrent, non loin du port d'Odessa, où une grève générale venait d'être déclarée. Après onze jours de résistance aux ordres du reste de la flotte, le *Potemkine* chercha refuge dans le port roumain de Constantza, où son équipage demanda aux autorités le statut d'exilés politiques.<sup>16</sup> Rakovsky parvint à monter à bord du cuirassé, où il constata que le moral des marins était très bas. Sur un équipage de 730 hommes, la lutte n'était effectivement menée que par un petit groupe d'une cinquantaine. Sa première tâche, comme il le dit dans son *Autobiographie*, fut « le modeste objectif d'éduquer politiquement l'équipage du *Potemkine* ».

Peu après l'arrivée du cuirassé, Rakovsky reçut un télégramme de l'*Iskra* à Genève l'informant de l'état de révolution au Caucase, où une grève des dockers avait éclaté dans le port de Batoumi. Rakovsky tenta de persuader les marins de se rendre à Batoumi pour rejoindre la révolte à terre, mais la démoralisation l'emporta et il n'y parvint pas. Pour empêcher les autorités roumaines de livrer les marins au gouvernement russe, Rakovsky lança une vaste campagne de presse en leur soutien et créa des « comités d'aide » à Constantza et Bucarest. Certains marins furent employés par une compagnie de navigation américaine. D'autres trouvèrent du travail comme ouvriers agricoles en Roumanie. L'un d'eux resta chez Rakovsky et devint son chauffeur. Ceux qui retournèrent en Russie furent arrêtés et condamnés. La majorité, environ 700 hommes, ne purent rentrer en Russie qu'en février 1917. Au Congrès de l'Internationale Socialiste à Stuttgart en 1906, Rakovsky fut officiellement remercié par la délégation russe pour les « services rendus à la révolution russe et au prolétariat dans la lutte contre le tsarisme ». Parmi les signatures, on trouve [Martov](#), Plekhanov et Trotsky. Trotsky écrivit dans *Nashé Slovo* (Paris, 25 avril 1915) sur le rôle de Rakovsky en 1905 : « Pendant la Révolution russe [de 1905], il se dévoua à celle-ci corps et âme, secourut les émigrés, mena une campagne en faveur des mutins du « Potemkine » réfugiés en Roumanie, resta le collaborateur des publications socialistes russes, soutint Golos, Sotsial-demokrat, Pravda, et les feuilles ouvrières légales. »

Lorsque la rébellion paysanne roumaine éclata en 1907, soutenue par le mouvement ouvrier dans les villes, Rakovsky exhorta les soldats à tirer en l'air et non sur les paysans ou les ouvriers. La rébellion paysanne, nota-t-il dans son *Autobiographie*, fut d'abord dirigée contre les fermiers juifs du nord de la Moldavie et initialement provoquée par les déchaînements antisémites des libéraux et nationalistes roumains. Cependant, après avoir pillé les exploitations juives, les paysans s'en prirent aux fermiers roumains puis aux propriétaires terriens. La situation devint critique. Tout le pays, c'est-à-dire tous les villages, furent engloutis dans les flammes de la révolte. Le gouvernement massacra les paysans et rasa des villages à coups d'artillerie. Comme l'écrivit plus tard

---

14 Date inexacte : son père est décédé en avril 1903.

15 Affirmation inexacte : Rakovsky n'exerça la médecine en Roumanie que comme médecin militaire au cours de son service militaire et il n'exerça jamais le droit ni dans ce pays ni ailleurs puisque ses études de droit furent inachevées. (Note du traducteur)

16 Les souvenirs de Rakovsky concernant cet événement sont consignés dans son introduction à *Die Odyssee des « Knias Potemkin »* (Vienne, 1906), ainsi que dans un article paru dans les *Izvestia* le 27 juin 1925 à l'occasion du vingtième anniversaire de l'événement.

le principal idéologue du gouvernement libéral, celui-ci comprit que le principal danger résidait « *non seulement dans la rapidité avec laquelle la révolte se propageait, mais dans l'effervescence qui gagnait les villes, surtout la capitale* ». <sup>17</sup> En conséquence, le gouvernement institua des mesures draconiennes contre le mouvement ouvrier : confiscation de la presse socialiste, interdiction des syndicats et de toutes les organisations ouvrières, arrestation de militants et déportations.

Outre ses interventions dans la lutte elle-même, l'implication de Rakovsky eut une double signification, sur le plan théorique et en rapport avec le mouvement ouvrier occidental d'Europe. Théoriquement, dans tous ses articles de *România Muncitoare* et dans la presse socialiste européenne (notamment *L'Humanité* dont il était le correspondant pour les Balkans), il souligna l'importance de la révolte paysanne en ce qu'elle contredisait les schémas traditionnels de la social-démocratie, selon lesquels les paysans étaient « conservateurs » et « réactionnaires » et la révolution irait de la ville vers la campagne. En Roumanie, la révolte alla de la campagne vers les villes et la paysannerie démontra son véritable potentiel révolutionnaire. L'une des principales tâches pratiques que Rakovsky assigna aux socialistes roumains fut de bâtir une solidarité avec la paysannerie dans l'opinion publique européenne par le biais de la presse et des organisations socialistes européennes. La campagne de presse, qui atteignit tous les grands centres d'Europe, fut également importante comme moyen d'éduquer le mouvement socialiste européen sur l'importance de la question paysanne dans la stratégie révolutionnaire, particulièrement en Europe de l'Est. Des articles parurent dans l'*Arbeiter Zeitung* à Vienne, le *Vorwärts* et *Die Neue Zeit* à Berlin, *Avanti* à Rome, *El Socialista* à Madrid, *Nepszava* à Budapest et *Le Peuple* à Bruxelles. Dans *Die Neue Zeit*, il publia une longue étude sur les implications de la rébellion pour la stratégie socialiste en Europe de l'Est. Il accusa les autorités roumaines d'atrocités dans la répression de la rébellion paysanne. Le gouvernement roumain répliqua en imputant la révolte à Rakovsky et à d'autres révolutionnaires étrangers, et ordonna son expulsion du pays en tant qu'étranger indésirable. L'ordre le rejoignit alors qu'il assistait au Congrès de Stuttgart de l'Internationale. « *Pendant les cinq années suivantes* », dit-il dans son *Autobiographie*, « *la lutte des ouvriers roumains fit rage autour de la question de mon retour.* » Il y eut des batailles de rues en Roumanie lorsque la nouvelle de son ordre d'expulsion fut connue. Lors d'un affrontement de rue entre la police et les ouvriers, dix blessés furent comptés de part et d'autre. <sup>18</sup>

Durant les quatre années suivantes, il fut principalement en exil, bien qu'il continuât de jouer un rôle central dans la politique roumaine. Il maintint ses contributions régulières à *România Muncitoare* et tenta à plusieurs reprises de rentrer dans le pays. En juillet 1909, il publia à Paris une brochure intitulée *Les Persécutions politiques en Roumanie*. La même année parut également *La Roumanie des Boyards*. Ces deux publications visaient à informer le mouvement socialiste européen. Il écrivit aussi un livre en roumain, *Quarante ans de misère, d'esclavage et de honte* (mentionné dans l'*Autobiographie* mais introuvable dans les bibliothèques d'Europe de l'Est). De cette période date également une recherche historique, *Le prince Metternich. Sa vie et son activité politique*.

Il retourna en Roumanie, fut emprisonné puis libéré grâce à l'intervention du gouvernement français, sollicité par Jaurès. La même année, le gouvernement conservateur de Carp autorisa Rakovsky à contester l'ordre d'expulsion à condition que, pour la forme, il aille à l'étranger et revienne « légalement ». Il se rendit en Bulgarie, où il commença immédiatement la publication d'un journal, *Napred* (« En avant »). Au printemps 1912, il retourna en Roumanie, et à l'automne de la même année éclata la première guerre balkanique. Rakovsky mena campagne avec vigueur contre les guerres balkaniques et contre l'annexion de territoires bulgares par la Roumanie. Son agitation anti-guerre se révéla vaine. Désormais, les présages d'un conflit mondial étaient lisibles pour tous, et un an plus tard survint la tragédie de la Guerre mondiale.

---

17 V.I. Bratianu, *Scrieri si cuvintari* (Bucharest, 1938), cité par Conte, *op. cit.*, p. 76.

18 L. Trotsky et C. Rakovsky, *Otcherki polititcheskoï Roumyinii*. Moscou : Maison d'édition d'État, 1922.

## II

# La Guerre mondiale impérialiste et la Révolution russe

Le déclenchement de la Première Guerre mondiale eut un effet dévastateur et désorientant sur l'ensemble du mouvement socialiste européen. Rakovsky relata aux délégués de Zimmerwald comment le ministère roumain des Affaires étrangères s'était montré si préoccupé à son égard qu'aussitôt après réception d'un télégramme annonçant que le 4 août 1914 les sociaux-démocrates allemands avaient voté les crédits de guerre, celui-ci lui fut immédiatement transmis.<sup>19</sup> Confronté à cette nouvelle, Rakovsky essaya de trouver une justification au comportement des socialistes allemands et français soutenant l'effort de guerre de leurs nations respectives. Mais l'arrivée de Paris de *Golos* (La Voix) et de son successeur *Nashé Slovo* joua un rôle clé pour orienter Rakovsky et l'ensemble du mouvement socialiste roumain face aux questions posées par la trahison socialiste d'août 1914.

*Golos* était édité par Martov à Paris. Il s'opposait à la guerre et à toute forme de soutien socialiste à celle-ci. Son internationalisme lui valut l'appui de Lénine, qui déclara alors que c'était « *le meilleur journal socialiste d'Europe* ». <sup>20</sup> Il fut remplacé par *Nashé Slovo* en janvier 1915. *Nashé Slovo* était dirigé par Martov et Trotsky mais fut en réalité dominé par Trotsky et s'identifia à lui. Parmi les autres collaborateurs du journal à Paris figuraient [Riazanov](#), [Lounatcharsky](#), [Lozovsky](#) et [Angelica Balabanov](#). Ses correspondants étrangers étaient [Tchitchérine](#) à Londres, [Kollontai](#) en Suède, et Rakovsky dans les Balkans. *Nashé Slovo* était « *un modeste journal de deux, rarement quatre pages, abondamment parsemé de blancs, imposés par la censure, et pourtant bourré de nouvelles et de commentaires. Le journal vivait sous la double et constante menace mortelle de la censure et de sa pauvreté... Les membres du comité de rédaction étaient unis dans leur opposition à la guerre et au social-patriotisme, mais à part cela, ils représentaient des nuances variées d'opinion... À côté du Social-Démocrate de Lénine, le journal de Trotsky était, en ce moment critique, le plus important laboratoire de la révolution.* » <sup>21</sup> Rakovsky joua un rôle clé dans *Nashé Slovo*, non seulement comme contributeur mais comme soutien financier. Selon les archives de la préfecture de police de Paris, lorsque Trotsky arriva à Paris en janvier, il apporta avec lui « *non seulement les ressources de son propre talent, de son activité journalistique et révolutionnaire, mais aussi les moyens financiers de son ami Rakovsky, le socialiste roumain bien connu* ». <sup>22</sup> Dans un article du 17 avril 1915 dans *Nashé Slovo*, Trotsky remercia publiquement Rakovsky pour son aide financière, et dans un autre article du 25 avril, il le qualifia de « *meilleur ami de Golos et de Nashé Slovo* ». À Zimmerwald, Rakovsky souligna que « *Nashé Slovo avait joué un rôle important dans l'élaboration de l'attitude internationaliste des partis social-démocrates balkaniques* ». <sup>23</sup>

En 1914, Rakovsky était déjà un antimilitariste respecté internationalement. (Dès le déclenchement de la guerre, il avait rebaptisé son journal *Jos Războiul* (« À bas la guerre ».) Son propre internationalisme, profondément enraciné dans ses convictions et son expérience personnelle, ainsi que son opposition de longue date à la guerre dans les Balkans, rendaient inévitable qu'il jouerait un rôle majeur dans le nouveau mouvement internationaliste et pacifiste qui se développa après le désastre d'août 1914. Au printemps 1915, Rakovsky défendit la position avancée par Trotsky et exprimée dans le mot d'ordre « *Paix sans indemnités ni annexions, paix sans vainqueurs ni vaincus* ». Lénine, cependant, était allé bien au-delà de telles considérations, de manière qualitative et significative. Pour lui, la tâche consistait à transformer la guerre inter-impérialiste en guerre civile

19 Chklovsky, « Tsimmerwald », *Jizn Iskusstva*, n° 300, 21 novembre 1919. Voir aussi : Gankin et Fischer, *The Bolsheviks and the World War* (Stanford, California, 1940), p. 343.

20 *Lenin, Sochineniya*, vol. XXI, p. 21.

21 I. Deutscher, *Le Prophète armé*, tome 1. Paris : UGE, 1979, p. 391, 396.

22 Kriegel, Annie, « Le dossier de Trotski à la Préfecture de Police de Paris ». Dans : *Cahiers du monde russe et soviétique*, vol. 4, n°3, Juillet-septembre 1963. pp. 264-300. Cité dans Conte, *op. cit.*, p. 143.

23 Léon Trotsky, *Ma Vie*. Paris : Gallimard, 1989, p. 297.



contre la bourgeoisie. Écrivant à Kollontaï le 4 août 1915, Lénine dénonça en termes vigoureux la position adoptée par Rakovsky et Trotsky : « *Roland-Holst, ainsi que Rakovsky (avez-vous vu sa brochure en français ?) et Trotsky aussi, sont à mon avis tous des kautskystes des plus nuisibles, dans la mesure où ils préconisent tous, d'une manière ou d'une autre, l'unité avec les opportunistes. D'une manière ou d'une autre, ils embellissent l'opportunisme. Ils avancent tous (chacun à sa manière) l'éclectisme au lieu du marxisme révolutionnaire.* »<sup>24</sup> L'accusation de compromission avec l'opportunisme aurait certainement été rejetée par Rakovsky. Dans la lettre déjà mentionnée à Dumas, il désigna l'opportunisme au sein du mouvement socialiste comme la cause clé de la trahison et de la désintégration de la Deuxième Internationale : « *ce désastre moral de notre parti n'est pas le résultat d'une erreur passagère, d'un simple incident parlementaire. Il a pour cause une altération profonde de la conscience socialiste de l'Europe, empoisonnée par le révisionnisme et l'opportunisme socialistes.* »<sup>25</sup>

Rakovsky s'opposa à la guerre et au vote des crédits militaires, il combattit dès le début toute forme de collaboration gouvernementale avec la bourgeoisie, il rejeta le social-patriotisme par principe internationaliste, mais voyait dans la position majoritaire de l'Internationale l'aboutissement de l'opportunisme et d'une ambiguïté inhérente à la position socialiste traditionnelle sur la guerre et la défense nationale ; il n'appela pas à une rupture décisive avec la majorité ni à la fondation d'une nouvelle Internationale, comme le fit Lénine.

Contrairement à une croyance répandue, la Conférence de Zimmerwald, qui se réunit en septembre 1915, ne fut pas le premier regroupement internationaliste organisé au sein de la Deuxième Internationale, mais fut précédée en juillet de la même année par la Conférence de Bucarest, organisée par Rakovsky, qui rassembla sur une plateforme internationaliste les partis sociaux-démocrates des Balkans. Il la décrit avec une modestie caractéristique dans son *Autobiographie*. À l'été 1915, « *une conférence de tous les partis socialistes des Balkans se réunit à Bucarest, sur la base d'un programme radicalement de classe et internationaliste. C'est ainsi que le parti social-démocrate opportuniste « large » bulgare en fut exclu. On créa une Fédération social-démocrate des ouvriers révolutionnaires des Balkans, comprenant les Partis roumain, bulgare, serbe, et grec. On élut un bureau central, dont je fus nommé secrétaire. Les Partis balkaniques avaient ainsi tracé avant Zimmerwald leur ligne de lutte intransigeante contre l'impérialisme.* » En Serbie, le Parti social-démocrate avait deux membres au parlement qui, contrairement à leurs camarades allemands et français, avaient refusé de voter les crédits militaires en 1914. Dans une brochure, *L'Internationale et la Guerre*, écrite en 1917, Rakovsky rendit une nouvelle fois hommage à « *l'héroïque petit Parti social-démocrate serbe dont les deux membres au parlement ont courageusement défendu le point de vue internationaliste en votant contre les crédits de guerre* ». Dans sa lettre à Dumas en avril 1915, Rakovsky critiqua le fait que les socialistes des différents pays n'aient pas réussi à se regrouper pour combattre la guerre. « *La conscience socialiste et internationale s'est montrée, sous certains rapports, plus faible même que la conscience catholique, car tandis que les cardinaux catholiques de l'Allemagne et de la France, de l'Angleterre et de l'Autriche ont pu se réunir à Rome pour élire ensemble un nouveau pape, notre Bureau Socialiste International n'a pu se réunir une seule fois depuis le commencement de la guerre* »<sup>26</sup>

La trahison d'août 1914 et la désintégration organisationnelle de l'Internationale après le déclenchement de la guerre posèrent immédiatement des problèmes politiques et organisationnels à l'aile internationaliste ou gauche de la Social-démocratie. Bien qu'ils constituent des minorités significatives dans la plupart des partis, et détiennent la majorité dans le parti russe, leur capacité à mener une action politique efficace fut entravée par l'absence de structure organisationnelle, de coordination ou de clarification politique. Le 6 février 1915, *Nashé Slovo*, le journal de Trotsky à Paris, envoya une lettre au Comité central du POSDR (bolchevik) et au Comité d'organisation du POSDR (menchevik) proposant une déclaration commune d'internationalisme lors de la Conférence socialiste interalliée qui devait se tenir à Londres. Cela n'aboutit cependant à rien, bien que le Comité central bolchevik ait écrit de nouveau à *Nashé Slovo* en mars, convenant que « *l'unification de tous les véritables internationalistes social-démocrates est une des questions les plus urgentes à examiner en ce moment* ». <sup>27</sup> La stratégie de *Nashé Slovo*, comme expliqué dans une lettre envoyée au Comité central bolchevik le 25 mars 1915, était de faciliter le processus de regroupement en commençant « *par les groupes russes...*

24 Lénine, *Œuvres complètes*, Tome 43. Moscou : Éditions du Progrès, 1977, p. 482. Voir aussi Gankin et Fischer, *op. cit.*, p. 316.

25 C. Rakovsky, *Les Socialistes et la guerre* (1915).

26 *Ibid.*

27 Gankin et Fischer, *op. cit.*, p. 164.

estimant qu'en cas de succès de cette première tentative, l'élargissement de l'accord aux groupements nationaux ne présenterait alors aucune difficulté ».<sup>28</sup> Les sociaux-démocrates de Suisse tentèrent également de convoquer une conférence à Zurich fin mai pour discuter de « l'action socialiste dans les pays neutres pour la paix ». Cette conférence n'eut pas lieu non plus.

Rakovsky, qui organisa le premier regroupement socialiste dans les Balkans à l'été 1915, joua également un rôle clé dans l'initiative de la Conférence de Zimmerwald, bien que cela ne soit qu'évoqué dans son *Autobiographie* : « En avril 1915, à la demande du parti socialiste italien, je me rendis à Milan à un meeting international contre la guerre. Sur le chemin du retour, après m'être arrêté à Berne, j'entrai en rapport avec Lénine et le parti ouvrier suisse. Jusque-là j'avais des contacts avec Trotsky, qui dirigeait le journal *Nashé Slovo* à Paris, dans lequel j'avais écrit. Les pourparlers et les rencontres aboutirent à la convocation de la conférence de Zimmerwald »

En avril-mai 1915, l'Exécutif du Parti socialiste italien décida d'appeler à une Conférence internationale à laquelle seraient invités tous les partis et organisations ouvrières prêts à rejeter l'Union sacrée (la *Burgfrieden*, la paix civile en Allemagne) et à défendre une action unie des socialistes des divers pays contre la guerre sur la base de la lutte de classe prolétarienne. Les sociaux-démocrates suisses soutinrent cet appel du parti italien. En mars, avant l'appel du Parti italien, une réunion de la social-démocratie suisse avait désigné la Roumanie et l'Italie comme les deux pays qui promouvaient une telle conférence internationale. Dès septembre 1914, le Parti italien avait proposé que le Bureau Socialiste International convoque une réunion, mais la suggestion fut reçue froidement par les Britanniques et les Français. Il semble que ce fut l'initiative de Rakovsky, en contactant les partis suisse et italien début 1915, qui décida ces partis à renouveler la tentative. Le 29 mars, le Comité directeur du parti suisse écrivit au Bureau Socialiste International : « En raison d'une lettre du camarade Rakovsky, et d'une copie d'une lettre écrite par le parti social-démocrate bulgare, nous nous sentons contraints de reprendre une fois de plus cette question [la conférence internationale des socialistes contre la guerre – GF]. Le camarade Rakovsky exprime dans sa lettre son accord avec nos décisions et suggestions. Il approuve la convocation d'une conférence internationale et propose que cette conférence ait lieu en Suisse. »<sup>29</sup>

Le parti italien envoya alors un de ses députés, [Morgari](#), discuter de cette proposition avec les partis français et anglais. Il fut reçu froidement. Trotsky, dans *Ma Vie*, donne une description vivante de la réception de Morgari à Paris :

« À la terrasse d'un café des grands boulevards, nous eûmes, avec Morgari, une conférence de plusieurs députés socialistes, lesquels, pour des raisons peu claires, se croyaient des hommes de "gauche". Tant que l'entretien se limita à des palabres pacifistes et à la répétition de lieux communs sur la nécessité de rétablir les relations internationales, cela marcha assez bien. Mais lorsque Morgari, d'un ton tragique de conspirateur, parla de la nécessité de se procurer de faux passeports pour passer en Suisse (de toute évidence, il était séduit par le côté "carbonariste" de l'affaire) messieurs les députés firent longue mine, et l'un d'eux – je ne sais plus lequel – se hâta d'appeler le garçon et de régler toutes les consommations. Le fantôme de Molière apparut sur cette terrasse ; peut-être aussi celui de Rabelais. L'affaire en resta là. Rentrant chez nous, Martov et moi, nous en rîmes beaucoup, amusés et fâchés en même temps. »<sup>30</sup>

Après discussion avec les Italiens en avril, Rakovsky se rendit à Paris, où il passa la plus grande partie de mai en discussions avec Trotsky sur les conditions dans lesquelles une telle conférence pourrait se tenir. Après avoir trouvé un accord avec Trotsky, il se rendit ensuite en Suisse pour discuter avec Lénine et le parti suisse. Il retourna ensuite dans les Balkans, où la Conférence de Bucarest se tint en juillet. La Conférence se réunit finalement en septembre dans le petit village suisse de Zimmerwald, haut dans les montagnes et à environ dix kilomètres de Berne. Des délégués vinrent de onze pays. Dix venaient d'Allemagne, parmi lesquels [Ledebour](#) et [Ernst Meyer](#). Lénine, [Zinoviev](#), Martov et Axelrod figuraient parmi les délégués russes. Trotsky représentait le groupe *Nashé Slovo*. Rakovsky représentait le Parti social-démocrate roumain et parmi les délégués italiens se trouvaient Angelica Balabanov (une proche amie de Rakovsky), [Serrati](#), Morgari et Modigliani. Les délégués britanniques, F.W. Jowett et Bruce Glasier de l'ILP, ne purent obtenir de passeports pour y assister. Il y avait

28 *Ibid.*, p. 167.

29 Archives du parti socialiste suisse, cité dans Conte, *op. cit.*, p. 152.

30 Léon Trotsky, *Ma Vie*. Paris : Gallimard, 1989, pp. 295-296.

trente-huit délégués au total. « *Les délégués prirent place, en se serrant, dans quatre voitures, et gagnèrent la montagne* », écrivit Trotsky plus tard. « *Les passants considéraient avec curiosité ce convoi extraordinaire. Les délégués eux-mêmes plaisantaient, disant qu'un demi-siècle après la fondation de la première Internationale, il était possible de transporter tous les internationalistes dans quatre voitures. Mais il n'y avait aucun scepticisme dans ce badinage. Le fil de l'histoire casse souvent. Il faut faire un nouveau nœud. C'est ce que nous allions faire à Zimmerwald.* »<sup>31</sup>

Trois groupes se formèrent dès le début. La majorité, environ dix-neuf ou vingt délégués, souhaitait organiser une démonstration générale en faveur de la paix mais s'opposait à une rupture définitive avec les sociaux-patriotes ou à une scission finale dans l'Internationale. Ce groupe comprenait les délégués allemands et français (leur majorité), quelques Italiens et Polonais, et les mencheviks russes. Martov considérait toute scission dans l'Internationale comme une catastrophe, et il proposait une stratégie de « conquête de l'Internationale de l'intérieur ». S'opposaient à eux ceux qui exigeaient une rupture complète avec l'Internationale. C'était le groupe autour de Lénine, huit délégués au total. Entre ces deux groupes se trouvaient les « centristes », cinq ou six délégués, dont Trotsky, Rakovsky, Angelica Balabanov, Grimm et Roland-Holst. Trois projets de manifeste furent soumis à la conférence, provenant de l'aile droite de la délégation allemande, du groupe de Lénine et de Trotsky. Une Commission de sept membres fut élue pour examiner les projets. La Commission comprenait Trotsky, Rakovsky, Lénine, [Grimm](#), Ledebour, [Merrheim](#) et [Modigliani](#). Après discussion, Trotsky et Grimm furent chargés de préparer un projet définitif. Le manifeste adopté par la conférence était presque identique au projet de manifeste rédigé par Trotsky. Bien que dans *Nashé Slovo* Trotsky eût déjà énoncé la nécessité de créer une Troisième Internationale, il ne l'inclut pas dans le manifeste. Dans tous ses aspects majeurs, le [Manifeste de Zimmerwald](#) ressemblait au [manifeste publié par la Conférence de Bucarest](#) qui avait été rédigé par Rakovsky. Une Commission Socialiste Internationale fut élue, qui incluait Rakovsky.

Treize ans plus tard, lors de la lutte en Union soviétique, Zinoviev accusa Rakovsky d'avoir voté avec Martov à Zimmerwald. Ce n'était pas vrai. Il accusa aussi Rakovsky d'avoir fait des concessions, dans sa lettre à Dumas, à l'idée de défense de la patrie. Ainsi Zinoviev écrivit, dans son rapport sur Zimmerwald : « *Rakovsky, dans sa nouvelle brochure, fait des concessions à l'idée de défense de la patrie. À la conférence, ne voulant pas déclarer une lutte décisive jusqu'au bout contre les opportunistes, il se déclara adepte de la restauration de la vieille Deuxième Internationale.* »<sup>32</sup> Lénine, écrivant à [Radek](#) en août 1915, avait dit la même chose : « *Rakovsky (cf. sa brochure) est pour la défense de la patrie.* »<sup>33</sup> Rakovsky, en réalité, soutenait la position de Trotsky, qui opposait au « défaitisme » la « lutte pour la paix ». Cette position avait été expliquée par Trotsky le 4 juin 1915 dans une lettre ouverte à la rédaction de la revue *Kommunist* : « *En aucun cas je ne puis être d'accord avec votre opinion, soulignée par une résolution, que la défaite de la Russie serait un « moindre mal ». Cette opinion représente une complaisance fondamentale envers la méthodologie politique du social-patriotisme, une complaisance sans aucune raison ni justification, et qui substitue à la lutte révolutionnaire contre la guerre et les conditions qui ont engendré cette guerre une orientation (extrêmement arbitraire dans les circonstances présentes) selon la ligne d'un « moindre mal ».* »<sup>34</sup> Le manifeste élaboré par la commission incluait l'idée de Trotsky d'une paix sans annexions. Lénine vota contre le texte de Trotsky dans la commission, mais à la conférence le groupe de Lénine vota pour le manifeste. Lénine expliqua son attitude ainsi : « *Que ce manifeste fasse un pas en avant vers une vraie lutte contre l'opportunisme, vers la rupture et la scission avec lui, c'est un fait. Il serait sectaire de notre part de refuser de faire ce pas en avant ensemble.* »<sup>35</sup>

À la fin de la conférence, Rakovsky retourna en Roumanie, où il se présenta aux élections législatives et obtint 109 voix<sup>36</sup>. En février 1916, il revint en Suisse pour une réunion du Comité exécutif de Zimmerwald qui se tint à Berne du 5 au 9 février. À cette réunion, le groupe de Lénine exigea qu'elle soit déclarée un Congrès à part entière avec le pouvoir de prendre des décisions. Lénine voulait l'approbation d'un manifeste qui appellerait à

31 *Ibid.* p. 296.

32 Zinoviev, *Sotsial-Democrat*, n° 45-46, 11 octobre 1915. Reproduit dans : Zinoviev, *Sochineniya*, vol. V, pp. 218-25 ; voir aussi Gankin et Fischer, *op. cit.*, p. 338.

33 Lénine, *Œuvres complètes*, Tome 36. Moscou : Éditions du Progrès, 1959, p. 337. Voir aussi le récit de Radek dans son autobiographie : G. Haupt et J.-J. Marie, *Les Bolchéviks par eux-mêmes*. Paris : Maspero, 1969, pp. 332-334.

34 Gankin et Fischer, *op. cit.*, p. 170.

35 Lénine, « La première étape », *Sotsial-Democrat*, 11 octobre 1915.

36 Sur les 2505 votes exprimés. Voir le « *Vorwärts* » du 7 février 1916, p. 2. (Note du traducteur)

une nouvelle Internationale. Mais, en réalité, le rapport de forces était le même qu'à Zimmerwald. Rakovsky proposa un compromis qui fut accepté. Au lieu d'un manifeste, une circulaire serait envoyée à tous les partis et groupes affiliés à Zimmerwald. Un comité fut élu pour préparer la circulaire, comprenant Martov, Rakovsky, Zinoviev, Serrati et trois autres délégués. Le texte final critiquait vivement les « sociaux-patriotes » de France et d'Allemagne et blâmait le Bureau Socialiste International dirigé par [Huysmans](#) pour son inactivité. Le texte approuvait les grèves et les manifestations et appelait les masses à « intervenir ». Il allait beaucoup plus loin que le *Manifeste de Zimmerwald*, et parlait de « *lutte ouverte économique et politique des masses contre les classes dirigeantes et leurs gouvernements* ». <sup>37</sup> La circulaire représentait en fait un rapprochement du centre avec les thèses de Lénine. Mais une rupture avec la Deuxième Internationale était encore évitée.

Rakovsky ne put assister à la Conférence de Kienthal du mouvement Zimmerwald car la Roumanie avait fermé ses frontières en préparation de son entrée en guerre. Les hostilités commencèrent le 16 août. Rakovsky fut arrêté presque immédiatement par les autorités roumaines et emmené de Bucarest à Jassy, où il fut [libéré par les troupes russes](#) le 1er mai 1917.

Le jour de sa libération de prison par une manifestation massive d'ouvriers roumains et de soldats russes, Rakovsky s'adressa à une foule de vingt mille personnes, puis fut conduit par un train spécial à Odessa. À son arrivée à Odessa, avec l'aide du soviet local, il organisa un « Comité d'Action Social-démocrate Roumain » pour œuvrer à la révolution en Roumanie. Le 11 mai, le Soviet de Petrograd publia son *Appel aux socialistes de tous les pays* appelant à une « *paix sans annexions ni réparations sur la base de l'autodétermination des peuples* ». Rakovsky publia une défense de ses thèses intitulée [Comment mettre fin à la guerre](#) (Petrograd 1917). Après deux semaines à Odessa, il se rendit à Petrograd. Il dut quitter la ville en août pour éviter l'arrestation, puis il se rendit à Stockholm, où il arriva en septembre, le mois où devait s'y tenir la troisième Conférence de Zimmerwald. Après la conférence, il resta à Stockholm où, avec Radek, il édita et produisit la *Pravda-Korrespondenz* (la « Correspondance de la Pravda »), qui devint plus tard le *Bote der russischen Revolution* (le « Messenger de la Révolution Russe »). Il s'agissait de bulletins destinés principalement à informer la presse sociale-démocrate occidentale. <sup>38</sup> L'attitude de Rakovsky envers la révolution d'Octobre s'exprima dans sa [lettre de félicitations](#) envoyée aux « *Camarades du Comité Exécutif Central du Soviet des Députés Ouvriers et Paysans* » le 18 novembre (1<sup>er</sup> décembre) 1917, qui fut imprimée dans les *Izvestia* le 29 novembre et dont voici un extrait :

*« Aujourd'hui, les camarades roumains n'hésiteront pas non plus à accomplir leur devoir, et cela d'autant plus qu'ils peuvent être appuyés par la Révolution russe. Car leurs espoirs se dirigent avant tout vers le gouvernement socialiste de Russie, vers lequel les peuples du monde entier tournent leurs regards. Le peuple roumain confie lui aussi sa destinée dans les mains du gouvernement socialiste russe. Il ne saurait être question envers vous de cette crainte et de cette méfiance que les peuples éprouvent à l'égard des gouvernements impérialistes. Que la révolution triomphe en Russie : tel est également l'intérêt du peuple roumain. »*

Rakovsky adhéra au Parti bolchevik en 1918.

---

<sup>37</sup> Gankin et Fischer, *op. cit.*, pp. 385–389.

<sup>38</sup> Voir le récit de Radek dans Haupt, *op. cit.*, p. 377.



### III

## Rakovsky et l'Ukraine (1919–1923)

En janvier 1919, Christian Rakovsky fut nommé par Lénine à la tête du gouvernement provisoire ukrainien. La même année, il devint Commissaire aux Affaires étrangères de la République ukrainienne et Président du Conseil de défense ukrainien. Étant simultanément membre du Comité exécutif central de l'Union et membre du Politburo du Parti communiste ukrainien, Rakovsky concentra entre ses mains un pouvoir personnel considérable. Il devait rester à ce poste jusqu'à sa révocation par Staline en 1923, et durant ces années, il fut, selon Trotsky dans ses *Notes sur Rakovsky*, « l'âme et le vrai chef de l'Ukraine ».

En tant que leader du mouvement socialiste dans les Balkans, Rakovsky avait déjà une longue expérience des enjeux et problèmes de l'oppression nationale. Dès la Conférence socialiste internationale de Londres en 1896, il avait prononcé un discours, publié plus tard dans *Die Neue Zeit* de Kautsky<sup>39</sup>, sur la question de l'oppression nationale en Orient. Sa stratégie pour les Balkans avait toujours été celle d'une fédération d'États balkaniques comme la meilleure garantie pour le développement autonome de chaque nation.

Son attitude initiale envers la question nationale en Ukraine était très largement une continuation de ses vues antérieures. Ce qu'étaient ces vues concernant l'Ukraine se voit le plus clairement dans l'article<sup>40</sup> qu'il écrivit sur les relations entre la Russie soviétique et l'Ukraine et qui traitait des effets d'une révolution socialiste sur les relations entre États et nations. Les relations entre les États soviétiques, disait Rakovsky, sont, dans leur essence, distinctes de celles entre les États bourgeois. La différence est due, fondamentalement, aux différences de leur base économique. L'État bourgeois, produit de la propriété privée capitaliste et de la concurrence, est considéré comme la propriété privée de chaque classe dirigeante nationale. D'où un ordre étatique bourgeois qui se caractérise par la création d'« États nationaux séparés luttant les uns contre les autres ». Mais parce que la révolution socialiste élimine la propriété privée, elle élimine aussi la base de l'ordre étatique de la bourgeoisie : « les frontières entre États socialistes cessent d'avoir un caractère politique et deviennent de simples limites administratives ». Ainsi, tandis que le plus démocratique des États bourgeois fait une distinction entre ses propres citoyens et les étrangers, l'une des caractéristiques les plus fondamentales de la constitution d'un État socialiste est « une suppression complète des privilèges nationaux ». L'envers de la médaille de la suppression du particularisme national est la centralisation. « La tendance d'une révolution socialiste est la centralisation politique et économique sous la forme d'une fédération internationale temporaire. » Cette fédération internationale ne devait pas être réalisée d'un seul coup mais seulement par « un processus de suppression du particularisme, de tous les préjugés démocratiques et nationaux ». Rakovsky donne, comme exemple de cette tendance centralisatrice, la formation par l'Ukraine et la Russie de commissariats conjoints pour la guerre, les finances, le travail, les postes et télégraphes. Il attaque les nationalistes ukrainiens petit-bourgeois pour « placer la question nationale au premier plan et sacrifier la libération sociale de la classe ouvrière ». Il était naturel, pensait-il, que les nationalistes se rangent du côté de la contre-révolution, que ce soit sous la forme des Blancs, des Allemands ou des Polonais. Le nationalisme en Ukraine était, pour Rakovsky, quelque chose « imposé aux masses » par l'intelligentsia et il n'en voyait la signification que comme une force au service de la contre-révolution. Nulle part à ce stade Rakovsky ne semble conscient des dangers du nationalisme et du chauvinisme russes. Dans un article publié dans les *Izvestia* le 3 janvier 1919, après avoir souligné que les différences ethnographiques entre les Ukrainiens et les Russes étaient « en elles-mêmes insignifiantes », il affirmait que le « Le danger d'une mainmise nationale sous le pouvoir des Soviets est totalement inexistant ». Tout à fait dans le même esprit que dans son article de *România Muncitoare* en 1912, il soutenait que la révolution russe et le gouvernement soviétique créeraient les meilleures conditions pour le libre développement de chaque nation.

Dans les *Izvestia* du 26 janvier 1919, le mois où il fut nommé Président des Commissaires de la République soviétique d'Ukraine, Rakovsky expliqua sa compréhension de la signification politique de la tâche qui s'offrait

---

39 *Die Neue Zeit*, (mars 1897), *op. cit.*.

40 Rakovsky, « [Les Relations entre républiques soviétiques : Russie et Ukraine](#) », *L'Internationale communiste*, n° 12, juillet 1920, pp. 2221-2224.

désormais à lui. « *L'Ukraine* », écrivit-il, « *est véritablement le point nodal stratégique du socialisme. Créer une Ukraine révolutionnaire signifierait déclencher une révolution dans les Balkans et donner au prolétariat allemand la possibilité de résister à la famine et à l'impérialisme mondial. La révolution ukrainienne est le facteur décisif de la révolution mondiale.* » La révolution dans les Balkans était essentielle pour unir la Russie révolutionnaire au prolétariat européen. Rakovsky, comme Lénine et Trotsky, croyait fermement que sans révolution en Europe, l'avancée vers le socialisme commencée en Octobre 1917 se terminerait par une défaite. Tout dépendait de la propagation de la révolution et en cela l'Ukraine était centrale. Partiellement occupée par les Blancs et les Alliés, l'Ukraine était devenue, selon les mots du vétéran communiste ukrainien [Skrypnyk](#), « *l'arène des forces internationales, ... le laboratoire de l'internationalisme* ». <sup>41</sup>

L'expansion internationale de la révolution à travers les Balkans et vers l'Europe n'était pas pour Rakovsky une simple affirmation théorique mais un objectif matériel et pratique immédiat qu'il poursuivit par tous les moyens, diplomatiques, politiques et militaires, de 1918 à 1920. Son enthousiasme et même son « aventurisme » militaire durant cette période l'amènèrent même en conflit avec Lénine. Sa nomination à la tête du gouvernement révolutionnaire de l'Ukraine fut envisagée par lui non en termes de consolidation du pouvoir ou de gain territorial, mais comme un moyen de faire avancer la révolution au-delà des Carpates et vers l'Europe.

L'un des principaux problèmes pour les bolcheviks en Ukraine était le fait que si quatre-vingt pour cent de la population étaient des paysans, une large proportion de la population urbaine était russe, donnant ainsi au Parti bolchevik, essentiellement urbain, l'apparence d'être foncièrement « *russe et juif* ». <sup>42</sup> L'implantation de racines bolcheviques dans les campagnes ukrainiennes devait s'accomplir en ralliant au Parti bolchevik l'aile gauche des partis nationalistes ukrainiens, notamment l'aile gauche du Parti socialiste révolutionnaire (SR) ukrainien.

En juin 1918, sous le gouvernement de l'Hetmanat <sup>43</sup>, avec l'occupation allemande et la résistance active menée par les bolcheviks en Ukraine, les éléments de gauche des sociaux-démocrates ukrainiens et des SR passèrent à un soutien aux bolcheviks et participèrent au Deuxième Congrès pan-ukrainien des Soviets. Les SR de gauche formèrent un parti distinct généralement connu sous le nom de Borotbistes. Durant le soulèvement contre [Skoropadsky](#) en novembre 1918, les Borotbistes <sup>44</sup> ne rejoignirent pas les forces de l'Union Nationale ([Petlioura](#) et Vynnytschenko) mais organisèrent leur propre soulèvement, marchant sous des drapeaux rouges. Les Borotbistes étaient très influents dans les campagnes ukrainiennes, et selon Vynnytschenko durant cette période « *l'influence du programme des Borotbistes se manifestait dans presque toutes les résolutions adoptées par les congrès paysans* ». <sup>45</sup> En janvier 1919, au moment où Rakovsky remplaçait [Piatakov](#) à la tête du gouvernement soviétique en Ukraine, les Borotbistes formèrent leur propre gouvernement sur la rive droite du Dniepr et entamèrent des pourparlers avec le gouvernement de Rakovsky à Kharkov. Selon [Rafes](#), dirigeant du Bund juif en Ukraine et un temps membre du gouvernement de Rakovsky, « *ce n'était pas simplement un geste, car les Borotbistes menèrent une grande opération et rassemblèrent de larges détachements partisans.* » <sup>46</sup> Les bolcheviks ukrainiens, cependant, après avoir remporté des victoires militaires considérables sur Petlioura et le Directoire début 1919, rejetèrent les offres des Borotbistes, malgré les directives de Lénine en janvier de cette année-là.

Lorsque, à l'été 1919, l'offensive de Petlioura et [Dénikine](#) contraignit le gouvernement soviétique ukrainien et les bolcheviks à la retraite, les Borotbistes se constituèrent en Parti Communiste Ukrainien (Borotbistes) et demandèrent leur reconnaissance à l'Internationale Communiste, demande qui fut ignorée. Lorsque le second gouvernement de Rakovsky s'établit en Ukraine début 1920, il commença à mettre en œuvre une politique différente envers les Borotbistes. Ces derniers sollicitèrent à nouveau en février 1920 leur reconnaissance par le

---

41 Skrypnyk, *Autobiographie* dans Haupt et Marie, *op. cit.*, pp. 200-209.

42 E.H. Carr, *The Russian Revolution*, vol. 1, p. 290.

43 Régime politique dirigé par un Hetman (chef politico-militaire des cosaques d'Ukraine), en l'occurrence il s'agit du régime de Skoropadsky, installé au pouvoir par l'armée d'occupation allemande en mai 1918. (Note du traducteur)

44 Nom des socialistes-révolutionnaires de gauche en Ukraine (du nom de leur journal « *Borotba* », la Lutte). (Note du traducteur)

45 J. Borys, *The Russian Communist Party and the Sovietization of Ukraine* (1960), p. 207. Cet ouvrage est très partial, mais il s'appuie sur de nombreuses sources. Selon Borys, Rakovsky était « *un bolchevik cosmopolite typique, à la nationalité douteuse et à l'ambition presque pathologique* » !

46 *Ibid.*, p. 254.

Komintern, mais son Comité exécutif décida le 29 février qu'il « *refuserait l'admission du Parti des Borotbistes dans l'Internationale Communiste* » au motif que « *le Parti des Borotbistes, qui se dit communiste, s'écarte en réalité des principes du communisme sur plusieurs points extrêmement importants : en exigeant la formation immédiate d'une armée nationale distincte, et en menant une agitation ouverte contre les communistes d'autres nationalités, en particulier les communistes russes travaillant en Ukraine.* »<sup>47</sup> En cela, le Komintern appliquait simplement la politique du Parti communiste russe. La politique des bolcheviks était désormais d'exercer une pression sur les Borotbistes pour qu'ils fusionnent avec le PC(b)U et de leur faire des concessions à cette fin. Cette politique porta ses fruits, et les Borotbistes décidèrent finalement de rejoindre le PC(b)U. Lénine intervint pour s'assurer que l'erreur de 1919 ne serait pas répétée et deux Borotbistes entrèrent au Comité central du Parti. Les effectifs des Borotbistes au moment de la fusion étaient d'environ quatre mille membres<sup>48</sup>, et selon l'historien soviétique Popov, par cette étape « *le PC(b)U acquit d'importants cadres administratifs qui non seulement maîtrisaient l'ukrainien mais avaient aussi des liens avec les masses ukrainiennes. La plupart d'entre eux étaient particulièrement proches de la campagne.* »<sup>49</sup>

L'intégration des Borotbistes eut une influence majeure sur les politiques du gouvernement Rakovsky et sur le Parti bolchevik en Ukraine. Selon Rakovsky, « *le PC(b)U lui-même ne resta pas imperméable à l'influence du PCU (Borotbistes). Dans une large mesure sous l'influence des Borotbistes, les bolcheviks évoluèrent du « Parti communiste russe en Ukraine » vers un véritable Parti communiste d'Ukraine. La tendance "fédéraliste" (c'est-à-dire indépendantiste) au sein du Parti communiste d'Ukraine fut un coin enfoncé par les mains des Borotbistes. Les deux partis, les bolcheviks et les borotbistes, après de vives discussions entre eux, se rencontrèrent à mi-chemin, l'un rectifiant sa ligne communiste, l'autre s'adaptant aux particularités et conditions spécifiques de la vie sociale, économique et culturelle en Ukraine* ».<sup>50</sup>

Cette intégration signifia aussi, bien sûr, un renforcement du sentiment fédéraliste ou « nationaliste » au sein du parti ukrainien, un sentiment qui y avait toujours été présent et avait été source de conflit dans le parti depuis sa fondation. La question de l'indépendance parmi les bolcheviks ukrainiens durant ces années s'exprima principalement dans le débat concernant la relation du Parti communiste en Ukraine avec le Parti en Russie. Dans cette lutte, Rakovsky fut, durant les années de formation, un « centraliste » déclaré.

Lorsque les bolcheviks durent évacuer l'Ukraine après l'occupation allemande, ils tinrent une conférence à Taganrog, dans la province d'Ekaterinoslav, en avril 1918. Cette conférence décida de former un Parti communiste indépendant d'Ukraine par une motion adoptée par seulement 26 voix contre 21. Ceci fut perçu par les bolcheviks russes comme une grave déviation « nationaliste », bien que selon le vétéran bolchevik ukrainien Skrypnyk, leader de l'aile fédéraliste, la résolution ait été en réalité approuvée à l'époque par le Parti communiste russe. Skrypnyk et Piatakov étaient tous deux membres du Bureau d'organisation créé lors de cette conférence. À l'été 1918, le Premier Congrès du PC(b)U se tint à Moscou, et la résolution de Taganrog sur l'indépendance fut annulée. La résolution de Skrypnyk, rejetée à ce Premier Congrès, se lisait comme suit : « *Les organisations communistes d'Ukraine s'unissent en un PC(b)U distinct avec son propre CC, formellement lié au PCR par l'intermédiaire de la Commission internationale de la Troisième Internationale.* »<sup>51</sup> Selon la résolution qui fut adoptée, le Parti ukrainien était au contraire directement subordonné au Comité central du Parti communiste russe. Le Congrès fut dominé par les « Ekaterinoslaviens », dont l'organisation du parti dans le bassin du Donets et à Ekaterinoslav était principalement composée de prolétaires russes. Skrypnyk ne fut pas élu au CC lors de ce congrès.

Au printemps 1919, les bolcheviks contrôlaient toute l'Ukraine orientale, et en mars, le Troisième Congrès du PC(b)U se tint à Kharkov, le premier congrès auquel Rakovsky assista. Il défendit la position du PCR et des Ekaterinoslaviens : « *Le Parti communiste d'Ukraine se considère comme un membre de la seule Internationale*

---

47 *Ibid.*, p. 259.

48 Selon certaines sources, ils étaient 16 000, dont 4 000 intégrèrent effectivement le Parti communiste bolchevique d'Ukraine. (Note du traducteur)

49 Cité par Borys, *op. cit.*, p. 260.

50 *Ibid.*, p. 261.

51 *Istoriya KP(b)U*, p. 356.

communiste. Il maintient des liens organisationnels étroits avec le Parti communiste russe dont le détachement méridional est le PC(b)U. »<sup>52</sup> Il fut élu au CC, qui exclut à nouveau Skrypnyk et les fédéralistes.

L'année 1919 fut une année tumultueuse pour les bolcheviks ukrainiens. Le gouvernement soviétique fut repoussé d'Ukraine à la fin de l'été et le CC du parti ukrainien élu au Troisième Congrès fut dissous par le parti à Moscou. Il y eut de vives récriminations concernant les politiques à suivre en Ukraine, l'attitude envers la paysannerie, la question nationale, les Borotbistes et le droit du PCR de dissoudre l'organe dirigeant du parti élu par le Congrès. Les indépendantistes, menés par Slynko et Lapchinsky, organisèrent une conférence non officielle en novembre 1918 à Gomel dans la province de Tchernihiv. Rakovsky n'assista pas à cette conférence, qui exigea une nouvelle fois que « *le parti doit être une section entièrement indépendante de l'Internationale* ». <sup>53</sup> En mars 1920, le Quatrième Congrès du PC(b)U se tint lorsque le gouvernement soviétique se fut suffisamment consolidé en Ukraine. Les politiques du précédent CC furent amèrement condamnées par de nombreux délégués, qui attaquèrent également l'action du CC du PCR dissolvant le CC ukrainien. Rakovsky défendit les actions du parti russe, déclarant qu'étant donné les faiblesses des bolcheviks en Ukraine, avoir leur propre CC était un « luxe ». L'antagonisme envers le PCR et envers les dirigeants éminents du parti en Ukraine eut pour conséquence que Rakovsky ne fut pas élu au Comité central lors de ce congrès, de même que [Manouilsky](#), [Kossior](#) et [Iakovlev](#). Lorsque le Neuvième Congrès du Parti communiste russe se réunit plus tard ce mois-là à Moscou, Lénine défendit Rakovsky, déclarant que le PCR ne reconnaissait pas les résolutions du Quatrième Congrès des communistes ukrainiens qui « *critiquaient le camarade Rakovsky et le harcelaient d'une manière totalement inadmissible* ». <sup>54</sup> En avril, le CC du PCR dissout le Comité central élu au Quatrième Congrès et créa un CC « provisoire » incluant Rakovsky, Kossior et Manouilsky. En mai 1920, Trotsky, [Joffé](#) et [Kamenev](#) se rendirent à Kiev pour des discussions avec le CC ukrainien afin de régler les désaccords. Ce fut la dernière fois dans le parti ukrainien que le différend sur les relations avec Moscou atteignit une telle intensité. Une vaste épuration du parti élimina beaucoup de sympathisants séparatistes, et lorsque trois ans plus tard Rakovsky lui-même entra en lutte ouverte contre la centralisation moscovite, il fut facilement écarté par Staline.

À partir du début de 1920, la continuité du pouvoir soviétique en Ukraine fut ininterrompue, seule une petite partie de son territoire étant occupée en mai 1920 par [Pilsudski](#) et Petlioura. La première tâche du gouvernement Rakovsky à son retour en Ukraine en 1920 fut de gérer le problème de la soviétisation et de la collectivisation dans les campagnes ukrainiennes. Un rythme plus modéré de collectivisation, une série de lois visant à gagner le soutien de la petite et moyenne paysannerie, la formation d'unions de paysans pauvres, et le ralliement des Borotbistes au Parti communiste furent les principaux ingrédients du succès de Rakovsky dans ce domaine en 1920-1921.

Fin 1921, Rakovsky commença à exiger ouvertement un plus grand degré d'indépendance réelle pour l'Ukraine, et à insister sur des mesures concrètes et pratiques dans cette direction, une insistance qui causa de nombreuses frictions avec le gouvernement de Moscou. Dans son discours au Onzième Congrès du parti en 1922, Lénine y fit allusion, comme il le dit, de manière « *polie* » : « *L'Ukraine est une République indépendante. C'est très bien. Mais au point de vue du Parti, elle prend parfois— comment le dire plus poliment ? — une voie détournée, et il nous faudra un jour nous en occuper de plus près* » <sup>55</sup>

L'un des domaines où cette friction existait était la question du contrôle du commerce extérieur. De janvier à juin 1919, un Commissariat autonome au Commerce extérieur exista en Ukraine sous la direction d' [A. Chlikhter](#). Lorsque le second gouvernement de Rakovsky fut formé début 1920, ce Commissariat ne fut pas reconstitué. Lorsque le Traité d'Union économique et militaire fut signé en décembre 1920, un bureau ukrainien pour le commerce extérieur (*Ukrzovntorh*) fut établi, mais ce bureau était sous le contrôle du Commissariat russe dirigé à l'époque par [L.B. Krassine](#). En janvier 1922, cependant, sur l'initiative de Rakovsky, le Conseil économique de l'Ukraine approuva une résolution selon laquelle « *les traités commerciaux signés par la RSFSR ne s'appliquent pas à l'Ukraine* ». <sup>56</sup>

---

52 Ibid.

53 Lapcynsky, « Gomelskoe sovescanie », *Letopis Revoliutsii*, 1926, p. 36. Cité par Borys, *op. cit.*, p. 146.

54 M. Ravic-Cerkasskij, *Istoriya KP(b)U* (Kharkov 1923), p. 94.

55 Lénine, *Oeuvres complètes*, tome 33. Moscou : Éditions en Langues étrangères, 1963, p. 304.

56 « *Kommunist* » (Kharkov), 29 janvier 1922.



Cette tentative d'obtenir une autonomie réelle pour le Commissariat ukrainien au Commerce extérieur était conforme à l'objectif général de Rakovsky, qu'il avait expliqué au Sixième Congrès du Parti communiste ukrainien tenu le 10 octobre 1921 : « *Il faut accorder plus d'indépendance aux organes ukrainiens, surtout à ceux qui sont unifiés (avec les russes), parce que les autres sont déjà indépendants.* »<sup>57</sup>

Dans son rapport à ce Sixième Congrès, Rakovsky insista pour que, aux fins du commerce et des échanges, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, la Turquie et l'Autriche soient clairement délimitées comme « zones d'influence » pour l'Ukraine, et respectées comme telles par les Russes. Un accord à cet effet fut signé par Rakovsky et Krassine début 1922.

Des traités bilatéraux commerciaux, économiques et autres furent également élaborés avec la France, la Pologne et d'autres pays européens. Enfin, en juin 1923, le Comité central du Parti communiste ukrainien publia un décret selon lequel les entreprises étrangères étaient autorisées à ouvrir des bureaux et des succursales en Ukraine uniquement avec l'autorisation du Conseil économique ukrainien. Tous les accords signés jusque-là avec Moscou étaient ainsi annulés et devaient être renégociés avec l'Ukraine. Ce décret était l'aboutissement logique de la ligne indépendante poursuivie par le gouvernement de Rakovsky durant les deux années précédentes. Ce devait être la dernière décision indépendante du gouvernement ukrainien.

L'un des principaux débats du Douzième Congrès du parti russe concernait la question des nationalités et les relations entre les républiques soviétiques. Un conflit avait éclaté dans le parti l'année précédente à propos de la Géorgie. Au Onzième Congrès du parti, d'éminents bolcheviks avaient accusé le gouvernement de Lénine d'abandonner le principe d'autodétermination et de restaurer la Russie « une et indivisible » d'autrefois. Peu après, Staline, en tant que Commissaire aux Nationalités, ordonna l'interdiction du parti menchevik en Géorgie. Lorsque les principaux bolcheviks géorgiens, [Mdivani](#) et Makharadzé, protestèrent contre cette décision, il chercha à les intimider. Trotsky avait attaqué cette interdiction des mencheviks géorgiens, mais lorsque l'affaire fut portée devant le Politburo, Lénine soutint Staline. Les bolcheviks géorgiens furent dénoncés comme des « *déviotionnistes nationalistes* ». Fin 1922, cependant, Lénine réexamina ce conflit avec les bolcheviks géorgiens et changea radicalement de position. Le 30 décembre 1922, il rédigea son fameux mémorandum sur la question nationale, la « *bombe* » contre Staline. Avant le Douzième Congrès, Lénine informa les Géorgiens qu'il soutiendrait leur cause « *de tout son cœur* » et qu'il préparait des documents pour eux contre Staline, [Ordjonikidzé](#) et [Dzerjinski](#).<sup>58</sup>

Dans son mémorandum sur la question nationale de décembre 1922, Lénine écrivit qu'il se sentait « *profondément coupable devant les ouvriers de Russie de ne pas être intervenu avec assez de vigueur et de détermination dans cette affaire* ». Tout ce qui s'était passé en Géorgie, en Ukraine et ailleurs était justifié par Staline et Zinoviev au motif que le gouvernement devait posséder une machine ou « *appareil* » administratif unique et intégré. « *D'où émanaient ces affirmations ?* » demanda Lénine. « *N'est-ce pas de ce même appareil de Russie que... nous avons emprunté au tsarisme en nous bornant à le badigeonner légèrement d'un vernis soviétique ?* » Il était temps de défendre les nationalités non russes contre ce « *véritable dzerzhymorda* [brute épaisse dans la satire de Gogol] russe... *Un rôle fatal a été joué ici par la hâte de Staline dans son zèle administrateur.* » Lénine recommanda qu'« *il vaut mieux forcer la note dans le sens de l'esprit d'accomodement et de la douceur à l'égard des minorités nationales que faire l'inverse* » Les droits des Géorgiens, des Ukrainiens et des autres étaient plus importants que le besoin de centralisation administrative qu'évoquait Staline pour justifier « *des rapports quasi-impérialistes à l'égard des nationalités opprimées* ». Si nécessaire, concluait Lénine, la nouvelle constitution préparée par Staline (qui proposait une Union plutôt qu'une Fédération de Républiques), ainsi que la nouvelle organisation centraliste du gouvernement, devraient être purement et simplement abandonnées.<sup>59</sup> Le 5 mars, un mois avant le Congrès du parti, Lénine écrivit à Trotsky au sujet de son mémorandum sur la question nationale : « *Si vous consentiez à prendre la défense de cette cause, je pourrais être tranquille.* »<sup>60</sup> Durant ce même mois, le mémorandum de Lénine fut diffusé aux membres du Politburo et fuite bientôt vers d'autres dirigeants. Son existence était connue au Congrès, mais elle fut tenue secrète du parti pendant trente et un ans.

57 *Bjuleten VI-j Vseukrainskoj Konferencii KP(b)U* (Kharkov 1922), p. 12. Cité par Conte, *op. cit.*, p. 307.

58 Trotsky, *On the Suppressed Testament of Lenin*. New York : Pathfinder, 1970, p. 34.

59 Voir Deutscher, *Trotsky, Tome 3 : Le prophète désarmé*. Paris : UGE, 1979, pp. 109-113

60 Trotsky, *Ma Vie*, *op. cit.*, p. 565.

Lénine avait exhorté Trotsky à ne montrer, sur cette question vitale, aucune faiblesse ou hésitation, à ne faire confiance à aucun « *compromis pourri* » que Staline pourrait proposer. En réalité, c'est exactement le contraire qui allait se produire. La troïka dirigeante, composée de Staline, Kamenev et Zinoviev, proposa un compromis que Trotsky accepta, une conduite qualifiée plus tard par Deutscher d'« *incroyablement folle* ». <sup>61</sup>

Staline avait préparé des thèses à soumettre au Douzième Congrès du parti sur la politique envers les nationalités non russes. Trotsky proposa que Staline modifie ses thèses pour dénoncer le chauvinisme grand-russe et donner aux Géorgiens et aux Ukrainiens une ferme assurance que leurs droits seraient désormais respectés. En échange, Trotsky accepta que les notes de Lénine sur la question nationale et son « testament » ne soient pas rendues publics. Il fut convenu que Staline présenterait le rapport sur la question nationale et l'organisation du parti, Zinoviev ferait le rapport général, et Trotsky prit en charge le rapport sur l'industrie. Trotsky s'abstiendrait d'attaquer Staline et la troïka s'abstiendrait d'attaquer Trotsky. « *Trotsky observa cet accord si littéralement qu'il n'intervint au Congrès sur aucun autre sujet que son rapport industriel. Obtenir son silence sur la question des nationalités, malgré l'appel lancé dans la lettre de Lénine du 5 mars, fut sans doute la plus remarquable des réussites de Staline en cette occasion.* » <sup>62</sup> Les Géorgiens et les Ukrainiens n'obtinrent pas le soutien ferme que Lénine avait promis. « *Trotsky suivit les débats avec impassibilité ; il s'absenta parfois.* » <sup>63</sup>

Dans cette situation, il incombait donc à Rakovsky de mener le combat contre Staline sur la question nationale. L'opposition entre eux avait déjà éclaté en 1922. En août 1922, le Politburo avait chargé l'Orgbureau de former une commission pour préparer au Comité central du parti un ensemble de thèses sur les relations entre la Russie et les autres républiques. Le gouvernement central était représenté par Staline, Ordjonikidzé, Sokolnikov, Molotov et Rakovsky. Durant les réunions de cette commission, Rakovsky avait vivement protesté contre « *la lutte permanente que les républiques dites indépendantes et autonomes devaient mener pour sauvegarder non seulement leurs prérogatives mais leur existence même.* » Il existait des exemples continuels de Commissariats russes qui s'étaient permis de signer des accords internationaux au nom de l'Ukraine « *même lorsque, d'après la Constitution de l'Union, ils n'en ont pas le moindre droit. Si les organes centraux sont incapables de maîtriser leurs tendances et leurs instincts bureaucratiques, il sera impossible de construire le socialisme.* » <sup>64</sup> Selon Trotsky, dès fin 1922, Staline avait commencé à préparer une véritable « *conspiration* » contre Rakovsky.

En 1919, Rakovsky avait abordé la question nationale en Ukraine sous l'angle de l'expansion de la révolution à travers les Balkans vers l'Europe. Sa vision du problème des nationalités était déterminée par cette perspective, et il considérait les mouvements nationalistes comme ne pouvant jouer qu'un rôle contre-révolutionnaire. Après ses quatre années d'expérience à la tête de l'Ukraine soviétique, son attitude sur cette question avait subi une transformation complète. Mais, comme toujours chez Rakovsky, il aborda cette question à nouveau en 1923 sous l'angle de la révolution internationale. Il écrivit plus tard à Trotsky en 1928 : « *Je comprends parfaitement et je partage votre point de vue ; il ne peut y avoir de politique intérieure correcte sans un programme correct et cohérent concernant la révolution prolétarienne internationale.* » Dans les révolutions à venir, déclara Rakovsky en 1923 dans son discours principal au Douzième Congrès du parti, le conflit entre les nations de l'Est et l'impérialisme occidental aurait « *une signification révolutionnaire colossale* ». L'avenir du socialisme en Russie dépendait de cette lutte internationale et, par conséquent, une résolution théorique et pratique correcte de la question nationale en Union soviétique était quelque chose qui « *touche aux fondations de la Russie soviétique et de notre parti* ».

Le problème crucial que Rakovsky posait au Douzième Congrès était : « *Si nous voulons devenir le centre de la lutte des nationalités opprimées en dehors des frontières de l'URSS, nous devons intérieurement, dans les frontières de l'URSS, prendre une décision correcte sur la question nationale.* » D'où les implications graves du comportement « impérialiste » envers la Géorgie et l'Ukraine, car cela tournait en dérision le principe de la lutte contre l'impérialisme et sapait la confiance des opprimés dans le socialisme et l'Union soviétique. La stratégie

61 Deutscher, *op. cit.*, p. 137.

62 E.H. Carr, *The Interregnum 1923-24*, p. 281.

63 Deutscher, *op. cit.*, p. 143.

64 Cité par Conte, Francis, « Autour de la polémique Rakovskij-Staline, sur la question nationale, 1921-1923 ». *Cahiers du Monde russe et soviétique*, vol. XVI, n° 1, janvier-février 1975, pp. 112-117.

pour la révolution internationale était une fois de plus le cadre décisif dans lequel Rakovsky situait la question nationale. Les thèses de Staline au Congrès n'en faisaient aucune mention, et Rakovsky proposa l'amendement suivant : « *L'énorme signification révolutionnaire que prennent les luttes des nations et des colonies d'Orient pour leur libération du joug de l'oppression impérialiste, ainsi que la reformation des mouvements de libération européens dans divers pays dominés, rendent plus nécessaire encore que le parti assume la responsabilité de résoudre théoriquement et pratiquement de manière correcte la question nationale dans les frontières de l'Union soviétique.* » Dans la commission qui avait discuté des thèses, Staline avait rejeté toute référence à la question nationale en Occident parce que « *cela pourrait affaiblir l'aspect oriental* ». Mais, comme Rakovsky le fit remarquer au Congrès, les thèses soumises au vote par Staline pour le vote ne contenaient « *aucune mention de l'Orient ou de l'Occident* ». Staline demanda et obtint le rejet de l'amendement de Rakovsky.<sup>65</sup>

Dans son mémorandum sur la question nationale, Lénine avait désigné Staline et Dzerjinski comme étant « *particulièrement responsables de cette campagne nationaliste grand-russe effrénée* ». Écrivant à Prinkipo près de dix ans plus tard, Trotsky commenta : « *Que le Grand-Russe Lénine ait accusé le Géorgien Djougachvili et le Polonais Dzerjinski de nationalisme grand-russe peut sembler paradoxal, mais il ne s'agit pas ici de sentiment ou de partialité nationale, mais de deux systèmes politiques dont les différences se révèlent dans toutes les sphères, la question nationale parmi elles.* »<sup>66</sup> Ce commentaire de Trotsky est particulièrement approprié au conflit entre Rakovsky et Staline en 1923. L'analyse et les propositions que Rakovsky présenta au Douzième Congrès transcendent par leur portée l'enjeu spécifique du problème des nationalités et contiennent les germes des idées qui allaient se développer pleinement dans l'Opposition de gauche, dont il fut l'un des principaux leaders.

Quel était le problème spécifique que la question nationale posait au Parti communiste en Union soviétique selon Rakovsky ? En 1919, dans l'article déjà mentionné (« *Les relations entre les Républiques* »), Rakovsky avait analysé le nationalisme et la culture nationale comme spécifiques à l'ordre étatique bourgeois, un prolongement du concept de « propriété privée » au niveau de l'État. Par conséquent, il voyait l'élimination de la propriété privée capitaliste comme sapant une fois pour toutes la base d'une conscience et d'une culture spécifiquement « nationales », et il considérait le principe fédéral et centralisateur comme une caractéristique de l'ordre socialiste. Le problème s'était alors présenté en termes de « suppression » des préjugés nationaux, des frontières nationales, etc., et il avait été très optimiste en 1919 sur la vitesse à laquelle ceux-ci disparaîtraient. Au Douzième Congrès, cet optimisme avait disparu : « *plus souvent nous discutons de cette question, plus nous nous éloignons d'une compréhension et d'une solution communistes du problème national* ».

En 1923, ils étaient nombreux dans le parti à croire que le problème national était déjà résolu. Rakovsky demanda : « *Dites-moi, camarades, combien d'entre vous peuvent expliquer de quelle manière la révolution d'Octobre a résolu la question des nationalités ?* » Elle ne l'a pas résolue, et ne pouvait pas l'avoir fait. La culture nationale ne cesse pas d'exister parce que l'État est un État ouvrier ou parce que l'économie n'est plus privée. La culture nationale est « *le seul moyen* » par lequel les masses ouvrières et paysannes accèderont à la vie politique et culturelle. « *Et main dans la main avec la conscience nationale vient ce sentiment d'égalité dont Lénine parle dans son mémorandum. En raison de siècles de domination tsariste, les nationalités éprouvent aujourd'hui ce sentiment d'égalité d'une manière beaucoup plus profonde et plus forte que nous ne le pensons.* » Ainsi, le problème posé au Parti communiste n'était pas celui de la suppression ou du « dépassement » de la conscience nationale. « *Il (le parti) est confronté à la question de savoir comment trouver le lien entre l'internationalisme communiste prolétarien et le développement national des larges couches des masses paysannes avec leurs aspirations à une vie nationale, à leur propre culture nationale, à leur propre État national.* »

Mais pourquoi ce problème existait-il en Union soviétique ? Staline l'avait expliqué par ce qu'il appelait le « *préjugé communiste* ». Ce préjugé existe bel et bien, déclara Rakovsky. « *Il a ses racines dans notre programme, ... et dissimule notre ignorance de la question nationale.* » Mais « *Staline n'est resté qu'au seuil de l'explication. Il y a une seconde explication, plus importante, à savoir la divergence fondamentale qui se crée quotidiennement et s'agrandit de plus en plus entre notre parti et notre programme d'une part, et notre appareil*

65 Sur ce débat, voir : Mattei, Pierre, *La Question ukrainienne et Christian Rakovski*. Paris : Les Nuits Rouges, 2026. (Note du traducteur)

66 Trotsky, *My Life*, op. cit. p. 233. [Note du traducteur : Nous n'avons pas retrouvé ce passage dans l'édition française.]

*d'État d'autre part. C'est la question centrale, cruciale. » La bureaucratie était le danger le plus grave et la véritable explication des problèmes existant sur la question nationale. « Nos autorités centrales commencent à envisager l'administration de tout le pays du point de vue de la commodité. Naturellement, c'est fatigant d'administrer vingt républiques, et comme ce serait commode si toutes étaient unifiées. Du point de vue bureaucratique, ce serait plus simple, plus facile, plus agréable. »*

Le pouvoir, et le point de vue bureaucratique de la « commodité » dans l'appareil d'État, se manifestait non seulement dans la question nationale, mais dans tous les aspects, et constituait une menace pour le parti et le pouvoir soviétique lui-même. *« Je dois dire franchement, camarades, que lorsque je vois le calme avec lequel particulièrement la section russe de notre parti réagit à ces arguments, ... je crains pour l'avenir de notre parti. »* Cinq ans plus tard, en tant que leader emprisonné de l'Opposition de gauche, il développa cette analyse plus avant dans sa [lettre à Valentinov](#). Il y parle de « la différenciation que le pouvoir a introduite au sein du prolétariat », un pouvoir qui, bien qu'initialement seulement fonctionnel, « a modifié l'organisme lui-même ». C'était donc à la question du pouvoir et de la bureaucratie dans l'appareil d'État central que le parti devait s'attaquer ; en ce qui concernait le problème national, il proposa au Douzième Congrès de « retirer neuf dixièmes du pouvoir des Commissariats pan-unionaux et de le remettre aux républiques nationales. »

*« Les principes n'ont jamais compté pour Staline »,* écrivit Trotsky dans la biographie qu'il lui a consacrée<sup>67</sup>, *« et sur la question nationale peut-être moins que sur toute autre. Les tâches administratives immédiates lui apparaissaient toujours plus importantes que toutes les lois de l'histoire. »* Au Douzième Congrès, Staline soutint que la « tâche primordiale » était le « renforcement du pouvoir des travailleurs », c'est-à-dire de l'État, *« et ce n'est qu'après cela que vient la seconde question, ... la question nationale. »* Dans ce conflit avec Staline, la cause de l'opposition était sans espoir. Bien qu'ami proche de Trotsky et sachant qu'il avait derrière lui le mémorandum de Lénine sur la question nationale, Rakovsky perdit le vote au Congrès, largement dominé par les partisans de Staline et de l'appareil central.

En novembre de l'année précédente, Rakovsky avait proposé la formation, au sein du gouvernement central, d'une seconde chambre où les nationalités seraient représentées. Staline s'y était opposé à l'époque, mais sous la pression de Lénine il l'accepta, et le Soviet des Nationalités fut formé en février 1923. Au Douzième Congrès, Rakovsky fit remarquer que la RSFSR avait trois fois plus de représentants dans la seconde chambre que les trois autres républiques réunies. Il proposa donc au Congrès un arrangement constitutionnel selon lequel aucune république ne pourrait avoir plus de deux cinquièmes du total des représentants. Staline balaya cela comme un « fétichisme organisationnel » et le fit rejeter. En juillet, la nouvelle constitution centraliste de l'Union de Staline fut officiellement ratifiée. Rakovsky écrivit à l'époque, dans l'un de ses derniers articles en tant que chef du gouvernement ukrainien ([« Une nouvelle étape : l'URSS »](#)) :

*« Si par centralisme on doit entendre la concentration du pouvoir entre les mains d'une seule organisation centrale et la transformation des masses populaires en un instrument docile destiné à exécuter les ordres du pouvoir central ; si par centralisme on doit entendre l'élimination de l'initiative, de l'indépendance économique, politique et administrative ; si par centralisme on doit entendre cette centralisation bureaucratique morte synonyme de tyrannie, alors évidemment il n'y a pas de plus grand ennemi du pouvoir soviétique que le centralisme... Contre une telle centralisation, les communistes combattront toujours avec la plus grande résolution. »*

Durant les deux mois qui suivirent le Douzième Congrès, Staline remplaça d'importants dirigeants en Ukraine fidèles à Rakovsky. Le 6 juillet 1923, le *Times* annonça que le prochain ambassadeur soviétique en Grande-Bretagne, remplaçant L.B. Krassine, était Christian Rakovsky.

---

67 Trotsky, *Staline*. Paris : UGE, 1979, p. 338.



## IV

# Diplomate soviétique (1923–1927)

Lorsque Rakovsky fut nommé ambassadeur en Grande-Bretagne en 1923, l'objectif principal de la diplomatie soviétique était de briser l'isolement de l'URSS et, par le biais de relations commerciales et économiques avec les pays capitalistes, de commencer à surmonter les énormes difficultés économiques résultant de la guerre civile et de la guerre d'intervention.

En raison de ses qualités personnelles, de son expérience internationale et de sa réputation, Rakovsky était le mieux placé pour assumer cette tâche. La république soviétique, dans ses premières années, comptait peu de diplomates compétents de la trempe de Joffé et Rakovsky. Les premiers bolcheviks avaient très peu de diplomates possédant la culture, l'éducation et le vernis diplomatique qui auraient pu les intégrer avec aisance dans les salons et les vestes d'intérieur des cercles diplomatiques encore dominés par l'aristocratie en Europe occidentale. « *Des sauvages, comme les « Enfants de la forêt » d'une pantomime de Drury Lane* »<sup>68</sup>, c'est ainsi que le représentant britannique décrivit les délégués bolcheviks à la conférence de Gênes. Ces « *conspirateurs provinciaux* » qui avaient vécu la majeure partie de leur vie hors-la-loi, sans parler des salons, furent accueillis avec dédain et méfiance dans les salles de négociation d'Europe. « *Les diplomates* », écrivit Rakovsky, « *reculent de trois pas chaque fois que nous les approchons.* »<sup>69</sup> C'est cependant en égal que Christian Rakovsky affronta les dirigeants de l'Europe bourgeoise. L'« *ambassadeur de la révolution* », comme l'appelait Trotsky, était déjà parfaitement à l'aise dans les centres politiques et culturels de l'ouest. Cosmopolite parlant la plupart des langues d'Europe occidentale et orientale, lui-même issu d'une famille aristocratique, Rakovsky avait une compréhension profonde et empathique de l'histoire, de la culture et de la politique des pays d'Europe. L'homme d'État français, [de Monzie](#), écrivit dans un hommage à Rakovsky, lorsque ce dernier était ambassadeur en France, que « *la qualité principale de ce diplomate exceptionnel est son aisance parfaite, comme s'il se considérait chez lui partout.* » Bien que son transfert dans le service diplomatique fût une manœuvre évidente pour l'écarter, il mena à bien ses tâches de représentant soviétique avec une grande habileté et ingéniosité.

Lors de sa nomination en 1923, Rakovsky avait déjà derrière lui une grande expérience en tant que négociateur et diplomate. Lénine l'avait choisi en 1918 pour négocier avec la Rada ukrainienne à Kharkov et plus tard directement avec les Allemands à Berlin. Ce fut également Rakovsky qui négocia l'accord avec la Lituanie.<sup>70</sup>

Début février 1922, alors qu'il était encore à la tête du gouvernement ukrainien, Rakovsky se rendit à Berlin, où il prit contact à la fois avec les Allemands et les Français afin de connaître leur attitude envers tout accord avec l'Union soviétique. Le même mois, il envoya un long rapport à la direction bolchevique à Moscou, dans lequel il proposait une stratégie soviétique d'alliance économique et politique avec l'Allemagne et la Turquie, suivie d'un traité entre ces trois pays et la France. Le conflit entre l'Allemagne et les Alliés, résultant des conditions défavorables imposées à l'Allemagne par le traité de Versailles, créait une ouverture que l'Union soviétique pouvait exploiter.

Début 1922, sur l'initiative de [Lloyd George](#), la Grande-Bretagne, la France et l'Italie avaient appelé à la tenue d'une conférence à Gênes pour régler la question des réparations allemandes et des relations avec l'Union soviétique. L'Union soviétique fut invitée à participer à la conférence. Les réformes économiques et politiques introduites en Russie en 1921 (la NEP), entraînant une révision de l'attitude bolchevique envers le capitalisme intérieur, firent naître l'espoir parmi les capitalistes britanniques et français qu'un régime bolchevique affaibli et épuisé devrait céder aux exigences du capital étranger sur les questions de propriété privée, d'investissement et de remboursement des prêts. Les Alliés promirent à la Russie une reconnaissance *de jure* et une assistance économique à condition qu'un accord soit trouvé sur les questions de propriété, de dettes, de réforme juridique et

---

68 Référence à un célèbre conte pour enfant du Theatre Royal de Drury Lane à Londres au XIXe siècle.

69 C. Rakovsky, *Angliya i Rossiya* (Moscou 1924), p. 27.

70 Il ne semble pas que Rakovsky ait participé à ces négociations. (Note du traducteur)

de cessation de la « propagande subversive ». L'invitation à la conférence de Gênes constituait un gain important pour les Soviétiques en raison de la reconnaissance internationale qu'elle impliquait, mais les dirigeants bolcheviques divergeaient dans leurs estimations des résultats possibles de la conférence pour la Russie. [Radek](#) était très optimiste et croyait que l'exigence de reconnaissance des dettes tsaristes n'était qu'une manœuvre tactique. Lors des réunions entre les dirigeants bolcheviques qui eurent lieu en février 1922 à Moscou, Rakovsky, soutenu par [Kollontaï](#) et [Chliapnikov](#), adopta une ligne dure sur la question des concessions, s'opposant à [Tchitchérine](#) et Lénine. « *Notre problème entier* », écrivit-il à la veille de la conférence, « *est de tenir bon, de ne pas compter sur un prêt, sur des crédits qui pourraient venir après la conférence de Gênes. Nous ne devons pas oublier que nous traversons encore une époque révolutionnaire ; nous devons chercher en nous-mêmes les remèdes à nos propres maux ; nous devons nous-mêmes combattre la famine et l'effondrement de notre système de transport ; et nous devons rendre notre Armée rouge encore plus forte, car c'est notre seul soutien.* »<sup>71</sup> Rakovsky ne croyait pas que la conférence parviendrait à un accord avec la Russie soviétique. « *Ils nous présenteront des exigences scandaleuses. Nous serons naturellement incapables d'accepter ces exigences car dans leur conception fondamentale, elles défient les masses révolutionnaires de la république soviétique. Nous ne signerons aucun engagement qui violerait les lois fondamentales de la république soviétique, les lois nationalisant la terre et donnant à l'État le monopole de l'industrie et du commerce extérieur.* »<sup>72</sup> Il entrevoyait cependant un espoir dans les contradictions existant entre les puissances capitalistes. « *Il ne fait aucun doute qu'elles ne pensent pas toutes de la même manière. Les conditions diffèrent : certaines sont désireuses de commencer immédiatement à commercer avec nous, d'autres s'intéressent davantage à diverses réparations.* »<sup>73</sup>

Les négociations que Rakovsky avait menées à Berlin avec les dirigeants allemands en février 1922 furent renouées en mars, lorsque la délégation soviétique arriva à Berlin en route pour Gênes. La délégation, dirigée par Tchitchérine, comprenait Rakovsky, Joffé, Radek, [Krassine](#) et [Litvinov](#). Un projet de traité entre l'Allemagne et la Russie fut élaboré, énergiquement soutenu par le baron von Maltzan, chef de la section orientale du ministère allemand des Affaires étrangères. Mais le traité ne fut pas signé en raison des hésitations de [Rathenau](#), bien que les Soviétiques fissent pression.

Gênes devint ce que le *Times* de Londres appela « *une scène pour les bolcheviks* ». Rakovsky était chargé des relations publiques pour le côté soviétique. Les négociations se déroulèrent en secret. Mais, d'abord dans le salon d'un hôtel et plus tard, à cause de la nombreuse assistance, dans un auditorium de l'université de Gênes, Rakovsky organisa des conférences quotidiennes. Il ne s'agissait pas seulement de conférences de presse mais de grands forums publics qui attirèrent un nombre croissant de personnes, dont les nombreux journalistes couvrant la conférence. Ces forums quotidiens, largement rapportés dans la presse occidentale, offrirent à Rakovsky une rare occasion de présenter la position bolchevique à l'opinion publique mondiale. Dans un français impeccable, il expliqua non seulement le point de vue de l'Union soviétique mais exposa également les leçons de l'histoire européenne, notamment la Révolution française, et des relations politiques internationales.

La conférence de Gênes se scinda, le deuxième jour, en quatre commissions. Rakovsky était le délégué soviétique responsable de la commission des finances qui traitait de la question clé de l'aide économique, des prêts et des dettes. Mais c'est pour son rôle de médiateur entre les délégations soviétique et allemande que Rakovsky est surtout resté dans les mémoires. Alors que les négociations secrètes entre les Soviétiques et les Alliés se poursuivaient à la villa Albertis, la délégation allemande, exclue de ces délibérations, craignit un accord entre les Alliés et les Russes concernant les réparations allemandes. Le troisième jour, Rakovsky et Joffé rencontrèrent von Maltzan dans un café génois et reparlèrent du traité laissé non signé à Berlin. Le lendemain, dimanche de Pâques, à une heure du matin, Rakovsky téléphona à von Maltzan. Il laissa entendre aux Allemands que les négociations avec les Britanniques et les Français à la villa Albertis avançaient favorablement, mais leur fit une dernière offre de traité séparé avec l'Allemagne. De cette manière, et avant qu'il ne devienne clair que les pourparlers de Gênes avaient échoué, en jouant sur les craintes allemandes d'une entente entre les Alliés et les Soviétiques, Rakovsky et les Soviétiques attirèrent les Allemands à la table des signatures. Cette même nuit eut lieu la fameuse réception au quartier général soviétique de Rapallo qui conduisit à la signature du traité de Rapallo, l'un des plus grands coups diplomatiques de tous les temps et un événement qui dépouilla les puissances capitalistes de l'une de leurs armes les plus efficaces contre le nouveau régime soviétique, la pression

<sup>71</sup> C. Rakovsky, *Nakanune Genui* (Moscou 1922).

<sup>72</sup> *Ibid.*

<sup>73</sup> *Ibid.*

par l'isolement. Dans sa brochure *Angleterre et Russie*, Rakovsky décrivit plus tard comment ils avaient « presque dansé un quadrille » à Gênes avec Lloyd George et les Allemands.

Le monde capitaliste dans lequel Rakovsky entra en 1923 en tant qu'ambassadeur de la révolution était hostile et aussi dangereux. En Grande-Bretagne, le gouvernement conservateur menait une campagne incessante contre les bolcheviks et maintenait la menace constante d'une intervention. En mars 1923, l'échec du soulèvement ouvrier en Allemagne fut un coup dur pour les espoirs des bolcheviks de voir la révolution se propager en Europe et donna un encouragement supplémentaire aux courants interventionnistes en Occident. En 1923, le représentant soviétique en Grande-Bretagne était Krassine. Cependant, tant Trotsky que Tchitchérine n'étaient pas satisfaits de son rôle et, à la fin du mois de mars, les Soviétiques proposèrent que sa place soit prise par [V.V. Vorovsky](#). Ce dernier avait à bien des égards un parcours similaire à celui de Rakovsky et Joffé. Il parlait de nombreuses langues, était un brillant publiciste et orateur, et était un ami de longue date de Rakovsky, avec qui en Suède en 1918 il avait produit le *Messenger de la révolution russe*. En 1923, il était représentant soviétique en Italie. Mais à la conférence de Lausanne, à laquelle il assista avec Rakovsky la même année, Vorovsky fut assassiné. Le poste de Krassine revint alors à Rakovsky.

La controverse autour de l'ultimatum de [Curzon](#) s'était à peine apaisée lorsque l'annonce de la nomination de Rakovsky fut rendue publique. Cela suscita immédiatement une grande indignation et des protestations en Grande-Bretagne, tant au Parlement que dans la presse. Le 6 août 1923, Le *Times* rapporta un discours prononcé devant le Comité central ukrainien le 15 juillet de la même année et dans lequel il avait déclaré : « *La force du mouvement national en développement dans ses colonies a réduit la Grande-Bretagne au statut de l'Autriche-Hongrie : la dissolution et le démembrement de l'empire britannique ne sont qu'une question de temps.* » On l'accusait également d'avoir appelé l'Internationale Communiste à « révolutionner les îles Britanniques ». La campagne contre Rakovsky, menée par les conservateurs au Parlement et par la presse, conduisit le *Foreign Office* à suspendre son visa le 2 août. Ce n'est qu'à la fin septembre 1923 que Rakovsky put arriver en Grande-Bretagne, avec trois mois de retard.

L'un des principaux objectifs de la politique étrangère soviétique était de prolonger la « période de répit », de gagner du temps pour restaurer l'économie et renforcer l'État soviétique. Comme Trotsky l'avait déclaré au Soviet de Moscou en mai 1923, le mois de l'ultimatum de Curzon : « *Nous désirons par-dessus tout la paix, mais naturellement pas au prix d'une capitulation, pas au prix de la transformation de l'Union soviétique en un État vassal des capitalistes étrangers.* »<sup>74</sup> Concrètement, l'Union soviétique voulait une reconnaissance *de jure* comme fondement de relations commerciales et économiques plus solides. Cette reconnaissance avait été accordée par l'Allemagne dans le traité de Rapallo, mais était refusée à la fois par la Grande-Bretagne et la France.

Peu après l'arrivée de Rakovsky en Grande-Bretagne, le gouvernement conservateur de [Baldwin](#) ne parvint pas à obtenir une majorité contre ses opposants travaillistes et libéraux, et le Parti travailliste sous [Ramsay MacDonald](#) forma le premier gouvernement travailliste minoritaire. Le Parti travailliste s'était engagé à la reconnaissance *de jure*, quoique non inconditionnellement. Durant la période entre les élections et la nomination de MacDonald comme Premier ministre, d'importantes négociations eurent lieu entre lui et Rakovsky. Le nouveau Premier ministre travailliste voulait des garanties des Soviétiques concernant des concessions économiques, des crédits, des dettes, etc., mais Rakovsky insista pour une reconnaissance inconditionnelle. Le 1er février 1924, le nouveau gouvernement britannique accorda une pleine reconnaissance à l'URSS et proposa une conférence pour élaborer un traité qui réglerait toutes les questions en suspens entre les deux pays, notamment concernant les crédits, les dettes et les relations commerciales. Le gouvernement soviétique accepta, et Rakovsky fut nommé négociateur en chef pour l'URSS.

La conférence anglo-soviétique s'ouvrit le 4 avril 1924, avec des discours de Rakovsky et MacDonald. Les capitalistes britanniques, qui s'opposaient généralement à la reconnaissance *de jure*, imposèrent désormais des exigences rigides à la république soviétique. Comme l'exigence principale des Soviétiques était un prêt britannique, les créanciers britanniques posèrent les conditions suivantes à tout prêt au gouvernement communiste : rétablissement par la Russie des droits de propriété privée pour les étrangers ; reconnaissance par la Russie des dettes privées et publiques ; modifications drastiques de la procédure judiciaire en Russie ; garantie

---

74 « *Pravda* », n° 105, 13 mai 1923, p. 3.

contre la confiscation des biens privés ; rétablissement du droit au commerce privé entre étrangers et Russie ; et abandon par le gouvernement communiste de la propagande contre les gouvernements étrangers. Rakovsky rejeta ces demandes. Le *Mémoire des Banquiers*, comme on l'appela, fut publié dans le *Times* le 14 avril 1924. Dans un article publié dans le *Manchester Guardian* le 26 avril, Rakovsky répondit aux exigences des banquiers : « *Le Mémoire exige le rétablissement de la propriété privée. Le mémoire exige l'abolition du monopole du commerce extérieur. Le mémoire exige une modification de notre code. Notre réponse à une telle tentative est un "jamais" catégorique.* » Il déclara que « *la nationalisation résultant d'une révolution est légale, et nous devons refuser d'en payer les conséquences.* » Sur la question des dettes, cependant, il n'adopta pas une position dogmatique, disant que cela dépendait du type et de la taille du prêt que les Britanniques étaient prêts à consentir. La nationalisation resterait intouchable, mais des exploitations économiques pourraient être mises en concession en faveur des anciens propriétaires à des fins d'investissement dans la production en Russie. La conférence dura jusqu'en août, lorsque deux traités furent signés le 8 août 1924. Le traité de commerce et de navigation prévoyait le rétablissement de relations commerciales normales. L'Union soviétique bénéficierait des avantages du système de crédit à l'exportation et de l'immunité diplomatique pour ses représentants commerciaux en Grande-Bretagne. Le traité général prévoyait un prêt britannique au gouvernement soviétique après le règlement des réclamations des ressortissants britanniques contre la Russie. C'était ce que voulait Rakovsky : que les réclamations des citoyens privés soient réglées en dehors du cadre de la conférence. Pratiquement tous les propriétaires capitalistes présentèrent leurs réclamations à Rakovsky à Londres. Une Anglaise souhaita même s'adresser à l'envoyé soviétique pour percevoir le loyer des trois années où il avait vécu dans sa maison à Kharkov en tant que premier ministre d'Ukraine.

Entre-temps, tout au long de 1924, Rakovsky avait également négocié avec les Français les conditions de la reconnaissance. En juin 1924, le gouvernement [Herriot](#) mené par les radicaux-socialistes prit ses fonctions à Paris, après avoir battu aux urnes le conservateur [Poincaré](#). Herriot était favorable à la reconnaissance *de jure* depuis 1922 et était soutenu en cela par le sénateur de Monzie. Rakovsky rencontra Herriot à Londres en juin 1924, où ce dernier exigea certaines garanties pour les détenteurs d'obligations françaises. Les traités en cours de négociation avec la Grande-Bretagne préoccupaient grandement les capitalistes français, à tel point que le gouvernement français de Poincaré intervint activement dans les négociations entre Rakovsky et MacDonald. « *En ce qui concerne les dettes* », avait écrit Poincaré à l'ambassadeur britannique à Paris, « *il existe une solidarité matérielle et morale entre tous les créanciers étrangers.* »<sup>75</sup> « *La France* », déclara Rakovsky, « *tenta de participer aux pourparlers anglo-soviétiques dans le but de transformer Londres en une seconde Gênes.* »<sup>76</sup> L'élection d'Herriot changea la situation, bien que, comme MacDonald, il ne fût pas un ami du communisme soviétique et voulût, fondamentalement, conclure un accord avec les Soviétiques qui servirait au mieux les intérêts du capital français. Rakovsky insista pour une reconnaissance immédiate, qui ne vint cependant pas. En octobre 1924, de Monzie se rendit à Douvres pour discuter avec Rakovsky du texte et des conditions de la reconnaissance française. Ces négociations, dans lesquelles de Monzie concéda à Rakovsky tous les points essentiels, aboutirent le 28 octobre – la veille de la victoire des conservateurs aux élections britanniques et quelques jours après la publication de la « lettre de Zinoviev » – à l'annonce par la France de la reconnaissance *de jure*. Krassine fut alors nommé ambassadeur soviétique en France.

En 1925, Rakovsky, éprouvait une insatisfaction croissante face à son exil à Londres. Depuis le retour du gouvernement conservateur et le dédain avec lequel il fut reçu par [Chamberlain](#), qui refusa de poursuivre les négociations avec lui, Rakovsky tourna son regard vers la France pour y trouver une nouvelle ouverture diplomatique pour l'Union soviétique. Ce n'est qu'en novembre 1925 que Rakovsky devint ambassadeur dans le pays envers lequel il s'était toujours senti le plus proche en Europe et avec lequel il entretenait de nombreux liens culturels, politiques et personnels profonds. Avec la nomination de Rakovsky, la France devenait désormais le centre des activités diplomatiques soviétiques.

Avant de quitter la Grande-Bretagne, en juin 1925, il publia dans *Communist International* une étude assez longue sur l'état de l'économie britannique et les relations de classe. Intitulé *Le Déclin du Magasin du monde*, l'article donnait une description détaillée des crises économiques successives qui avaient paralysé différentes branches de l'économie britannique, en particulier les mines et le textile. Il s'agissait, disait Rakovsky, d'une

75 « *Izvestia* », n°189, 21 août 1924, p. 3. Cité par Eudin et Fisher, *op. cit.*, p. 261.

76 Voir, par exemple, l'article paru en octobre 1967 dans *Soviet Studies* n°19, qui tente de prouver que la lettre était un faux communiste et faisait partie d'un complot visant à saper le Parti travailliste britannique.



crise structurelle ou chronique, et non d'une phase passagère. C'était pourquoi la classe dirigeante recourait à une politique de réaction qui finirait par inclure la rupture des liens avec l'État soviétique afin de couper sa propre classe ouvrière de l'influence communiste dans les luttes à venir. La grève générale qui éclata quelques mois plus tard et la rupture des relations diplomatiques avec l'Union soviétique confirmèrent entièrement l'analyse de Rakovsky.

Le ministre français des Affaires étrangères, [Briand](#), considérait les accords de Locarno comme une défaite pour la France au regard de ses aspirations sur le territoire allemand. La domination britannique sur la Société des Nations et la faiblesse du Trésor français encouragèrent certains dirigeants politiques en France à rechercher un rapprochement avec la Russie, notamment sur la question du règlement des dettes. En conséquence, peu après l'arrivée de Rakovsky à Paris, une conférence franco-soviétique fut convoquée le 25 février 1926.

En France, les mêmes problèmes concernant les réclamations et la reconnaissance des dettes tsaristes entravèrent les négociations sur les relations commerciales que Rakovsky menait désormais en tant qu'ambassadeur. Et une fois de plus, les créanciers français, notamment sous la forme de l'Association nationale des porteurs de valeurs russes, exigèrent le rétablissement de la propriété privée comme condition préalable à un prêt français. La conférence dura jusqu'au 26 juillet 1926, mais n'aboutit à aucun résultat. Le gouvernement français changea trois fois pendant les négociations. Sous le gouvernement Briand-Caillaux, qui prit ses fonctions le 15 juin 1926, Rakovsky élaborait un projet d'accord avec de Monzie, qui fut toutefois rejeté en raison de l'opposition de Poincaré. En juillet 1926, Rakovsky retourna à Moscou pour assister à la réunion plénière du Comité central, celle au cours de laquelle [Dzerjinski](#) mourut. À son arrivée à l'aéroport, on lui remit un télégramme de de Monzie l'informant que lui, de Monzie, était désormais ministre des Finances dans un nouveau gouvernement dirigé par Herriot et que Rakovsky devait revenir pour faire ratifier le projet d'accord. Rakovsky se précipita à Paris mais le jour de son arrivée, le 2 août, le gouvernement Herriot était de nouveau renversé. Il avait duré deux jours. Poincaré redevint premier ministre et les éléments anti-soviétiques de la vie politique française continuèrent désormais à dominer. Les perspectives d'un accord franco-soviétique s'éloignèrent alors que la France s'intégrait plus fermement dans l'alliance anti-bolchevique de Locarno.

Le gouvernement soviétique était très satisfait des deux traités que Rakovsky avait négociés. Tchitchérine déclara que les deux traités « *reconnaissent la révolution d'Octobre comme fondement de l'État soviétique* » et qu'ils donnaient à l'Union soviétique un « *avantage qui contrebalance les sacrifices que nous aurons à faire en raison de notre reconnaissance partielle des anciennes dettes* ». <sup>77</sup> À son retour à Moscou après la signature des traités, Rakovsky fut reçu avec tous les honneurs. Le 20 août 1924, les *Izvestia* publièrent en première page un article intitulé « *Rakovsky, diplomate* » par [B. Peluso](#), louant ses capacités diplomatiques et ses succès tant à Gênes qu'à Londres.

Les traités anglo-soviétiques furent vivement combattus à Londres par l'Association des créanciers britanniques, par la Fédération des industries britanniques et par leurs porte-parole politiques dans les partis conservateur et libéral. Ils préparèrent la chute du gouvernement travailliste, et le prétexte fut trouvé lorsque celui-ci abandonna une poursuite judiciaire contre le *Workers' Weekly* communiste, accusé d'avoir appelé les troupes britanniques à la mutinerie. Le 8 octobre 1924, l'opposition parlementaire s'unit pour faire tomber le premier gouvernement travailliste et des élections furent fixées au 29 octobre.

La reconnaissance *de jure* et la normalisation des relations commerciales ne feraient que renforcer davantage le pouvoir communiste, et les intérêts capitalistes britanniques étaient déterminés à l'empêcher par tous les moyens. « *Aucun argent britannique ne doit servir à construire la Russie soviétique* » fut le principal slogan de l'opposition. Le moyen choisi pour faire tomber le gouvernement travailliste et les traités anglo-soviétiques fut le faux très efficace quoique quelque peu minable, connu sous le nom de « lettre de Zinoviev ». Quelques jours avant les élections, la presse britannique publia une lettre qu'elle prétendait écrite par le dirigeant du Komintern, Zinoviev, aux dirigeants du Parti communiste britannique, appelant à une insurrection armée en Grande-Bretagne. L'influence de ce faux infâme (comme il fut prouvé par la suite) sur les élections fut foudroyante. Les conservateurs remportèrent les élections, obtenant 400 sièges, les partis travailliste et libéral réunis obtenant moins de 200. La « lettre de Zinoviev » ne fut, bien sûr, qu'une des nombreuses tentatives de ce genre pour saper le gouvernement bolchevique. Mais ce fut la plus célèbre et la plus efficace, car elle influença de manière

---

77 Note de Tchitchérine dans Eudin et Fisher, *op. cit.*, p. 471.



décisive l'issue des élections, le sort des traités nouvellement négociés et le cours des relations anglo-soviétiques pour de nombreuses années à venir.

Bien que la lettre de Zinoviev ait fait l'objet de nombreuses spéculations jusqu'à nos jours, en particulier parmi les commentateurs qui veulent encore y voir la main de l'intrigue communiste<sup>78</sup>, très peu d'éléments substantiels ont été ajoutés à la position prise par Rakovsky lorsqu'il apprit l'existence de la lettre et réalisa son impact sur les objectifs de la politique soviétique en Grande-Bretagne. Dans une note adressée à MacDonald le 25 octobre 1924, Rakovsky rejeta la lettre de Zinoviev comme un faux « *destiné à alarmer l'opinion publique britannique contre l'Union soviétique et à faire échouer les efforts déployés par les deux pays pour établir des relations durables et amicales* ». <sup>79</sup> Il souligna que « *non seulement le contenu, mais aussi l'en-tête et la signature du document prouvent que c'est l'œuvre d'individus malveillants insuffisamment familiarisés avec la constitution de l'Internationale communiste. Dans les circulaires de l'Internationale communiste, elle n'est jamais décrite comme « la troisième Internationale communiste » pour la simple raison qu'il n'y a jamais eu de première ou de deuxième Internationale communiste. La signature est un faux tout aussi maladroit. M. Zinoviev est fait pour signer en tant que « Président du Présidium du Comité exécutif de l'Internationale communiste », alors qu'il est et signe toujours en tant que « Président du Comité exécutif* ». » <sup>80</sup> Rakovsky fit remarquer que le gouvernement britannique admettait n'avoir jamais vu l'original de la lettre et demanda une enquête indépendante. Dans une lettre au nouveau gouvernement conservateur du 28 novembre 1924, Rakovsky soutint que le faux provenait des milieux émigrés contre-révolutionnaires de l'Ouest. Il confia plus tard à Louis Fischer qu'un fonctionnaire de réputation internationale au Quai d'Orsay l'avait informé que la lettre de Zinoviev était un faux polonais, produit en collusion avec des émigrés russes et mis à la disposition des Britanniques, qui l'utilisèrent pour faire tomber le gouvernement travailliste et torpiller les traités anglo-soviétiques. L'un des premiers actes du nouveau gouvernement conservateur fut ainsi d'annuler les traités. Seule la reconnaissance *de jure* subsista, ainsi que les accords commerciaux de 1921.

Rakovsky devenait également de plus en plus gênant pour le gouvernement français. En février 1927, il reprit publiquement la question d'un accord et fit pression pour la reprise des négociations. En mars, il fit des propositions à de Monzie qui allaient très loin dans la satisfaction des revendications françaises ; il était désormais clair que seules des motivations politiques et l'hostilité anti-soviétique du gouvernement Poincaré bloquaient la signature d'un accord. Mais la classe ouvrière et un nombre considérable de petits porteurs de valeurs parmi la petite bourgeoisie française voulaient un accord. En avril 1927, Rakovsky rendit publiques ses propositions dans *L'Œuvre* de Paris, employant la tactique bolchevique éprouvée consistant à s'adresser aux masses par-dessus la tête des négociateurs. Tout comme il l'avait fait en Grande-Bretagne, Rakovsky réussit désormais à faire pénétrer la question de l'accord dans la politique intérieure française. Sa capacité à faire cela, c'est-à-dire à faire des exigences et des intérêts de la politique étrangère soviétique un facteur de la vie politique du pays, que les gouvernements bourgeois étaient obligés de prendre en compte, était l'une des qualités qui faisaient de lui, selon les mots d'E.H. Carr, « *le plus grand diplomate soviétique des années vingt* ». La question de l'accord avec l'Union soviétique menaçait désormais de devenir un enjeu dans les prochaines élections françaises que la gauche et les radicaux-socialistes pourraient utiliser contre le gouvernement Poincaré. Les Français décidèrent donc de se débarrasser de Rakovsky.

Le rôle de Rakovsky dans les négociations étrangères fut également un facteur dans la lutte interne au parti en Union soviétique, où il était l'un des dirigeants reconnus de l'opposition trotskyste. Jusqu'en 1926, l'opposition avait préconisé la conciliation dans les négociations avec les Français, puisque la Russie négocierait à partir d'une position de force au regard de la situation mondiale – la grève générale britannique, la révolution chinoise en développement et la crise inflationniste et gouvernementale française. À cette époque, cependant, Staline préconisait une ligne dure et s'opposait à un règlement. En 1927, cependant, lorsque Rakovsky reprit la question avec le gouvernement Poincaré, la situation mondiale avait changé. La défaite de la grève générale et la rupture avec la Grande-Bretagne, mais surtout la défaite de la révolution chinoise, signifiaient que l'Union soviétique négociait désormais à partir d'une position de faiblesse et ne pouvait se permettre de faire de nouvelles concessions. Mais Staline, fidèle à lui-même, l'homme qui, selon les mots de Trotsky, « *chantait habituellement*

---

<sup>78</sup> *Ibid.*, p. 472.

<sup>79</sup> Cité par Louis Fischer, *The Soviets in World Affairs* (1930), vol. II, p. 571. Voir sur [https://www.marxists.org/francais/rakovsky/works/1925/01/notes\\_diplomatiques.pdf](https://www.marxists.org/francais/rakovsky/works/1925/01/notes_diplomatiques.pdf)

<sup>80</sup> *Ibid.* Voir sur [https://www.marxists.org/francais/rakovsky/works/1925/01/notes\\_diplomatiques.pdf](https://www.marxists.org/francais/rakovsky/works/1925/01/notes_diplomatiques.pdf)

*des chants de noce aux enterrements et des chants funèbres aux noces* », préconisait désormais une ligne conciliatrice. Au Comité central, Staline tenta de monter Rakovsky contre Trotsky. Trotsky écrivit à Rakovsky et lui demanda de garder à l'esprit que son rôle à Paris était devenu un enjeu dans la lutte interne au parti.<sup>81</sup> Pris entre le désir français de se débarrasser de lui et le désir de Staline de l'utiliser contre Trotsky et l'opposition à laquelle il était profondément dévoué, Rakovsky se trouvait dans une position délicate et difficile. C'est dans cette situation que le gouvernement français trouva son équivalent de la « lettre de Zinoviev » britannique pour parvenir à ses propres fins.

En août 1927, Rakovsky avait signé une Déclaration de l'Opposition qui, entre autres, appelait les ouvriers et soldats des pays capitalistes à se soulever et à défendre l'Union soviétique en cas de guerre. La déclaration était également signée par Kamenev, qui était à l'époque ambassadeur soviétique à Rome. Que l'ambassadeur soviétique en France signe une déclaration appelant les soldats français à la mutinerie provoqua immédiatement un tollé de protestations. De grands intérêts capitalistes en France, notamment les intérêts pétroliers (Royal Dutch Shell et autres), s'opposaient violemment à un accord avec l'Union soviétique. Shell craignait la création d'un monopole pétrolier français fonctionnant avec du pétrole fourni par l'Union soviétique. Shell contrôlait également l'un des principaux quotidiens français et une campagne de presse vicieuse fut menée contre Rakovsky durant les mois d'août et septembre 1927. Le 16 septembre, Litvinov, commissaire adjoint aux Affaires étrangères, fit une déclaration à la presse condamnant la campagne française. « *Seules les personnes les plus naïves* », dit-il, « *ou les trompeurs politiques internationaux, peuvent dire que la campagne anti-soviétique en France est dirigée contre notre représentant plénipotentiaire actuel là-bas, le camarade Rakovsky, personnellement, pour avoir signé la fameuse Déclaration de l'Opposition. Il est clair que l'incident ne sert que de prétexte. Les cercles réactionnaires français ont un autre but dans la campagne qu'ils ont lancée, à savoir mettre fin aux relations soviéto-françaises et aux négociations concernant les dettes.* »<sup>82</sup> Le 7 octobre 1927, le gouvernement français déclara Rakovsky *persona non grata* et demanda son rappel.

Selon Deutscher, Trotsky soutint que Staline joua un jeu déloyal dans le rappel de Rakovsky et que le ministère soviétique des Affaires étrangères aurait dû dire carrément à Briand de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures du Parti bolchevique.<sup>83</sup> Rakovsky, cependant, souhaitait retourner en Russie. Lorsqu'on lui demanda officiellement d'assumer la direction de la délégation soviétique à la Commission préparatoire du Désarmement de Genève (un travail que Litvinov assumait plus tard), Rakovsky refusa car il voulait participer plus activement à la lutte de l'opposition en Union soviétique.<sup>84</sup> Trotsky se réjouissait également de retrouver son vieil ami et collaborateur. Staline était parvenu à maintenir Rakovsky hors du pays de 1923 à 1927, quatre années cruciales pour l'Union soviétique et pour la lutte de l'opposition.

Avec son éviction de France, les relations diplomatiques entre les deux pays cessèrent pratiquement. Selon Fischer, « *si la personnalité de Rakovsky avait réellement empêché un accord sur la dette entre la France et l'Union soviétique, son élimination aurait dû faciliter un règlement. En réalité, cependant, les négociations sur la dette et le pacte prirent fin avec le départ de Rakovsky et ne furent pas reprises. Rakovsky avait réussi à les maintenir à l'avant-plan et sous les yeux du public. Son successeur ne s'est vu offrir aucune opportunité similaire. Rakovsky, disaient les Français, avait été une vive lumière. Son successeur devait être une veilleuse de nuit, une lumière nocturne tamisée.* »<sup>85</sup>

---

81 Voir Deutscher, *op. cit.*, p. 363.

82 Déclaration dans Eudin et Fisher, *op. cit.*, p. 381.

83 Deutscher, *op. cit.*, p. 362.

84 D'après Fischer, *op. cit.*, p. 708.

85 *Ibid.*, p. 715.

## V

# Opposition et exil : Les dernières années

Sur le chemin de son retour à Moscou, Rakovsky s'arrêta à Berlin pour discuter des tactiques de l'opposition avec Kamenev et [Krestinsky](#). Kamenev venait de Rome et se rendait également à la réunion plénière du Comité central. Rakovsky et Kamenev plaidèrent en faveur de l'action directe, des appels aux masses, des manifestations et de la distribution de tracts. Krestinsky estimait que l'opposition devait continuer à manœuvrer. Plus tard cette même année 1927, Krestinsky écrivit une lettre à Trotsky critiquant les tactiques de l'opposition, et en avril 1928, il écrivit une lettre au Comité central se détachant publiquement de l'opposition de gauche.<sup>86</sup>

L'opposition se lança alors dans une intense activité en préparation du XVe Congrès du Parti et du dixième anniversaire de la révolution d'Octobre. Rakovsky, avec Kamenev et Radek, s'adressa à l'organisation du Komsomol de Moscou le 26 octobre 1927 pour défendre la plateforme de l'opposition. Mais ce fut en l'Ukraine que Rakovsky se rendit à l'automne 1927 pour y organiser l'opposition. Un grand nombre de membres du parti en Ukraine étaient fidèles à Rakovsky, et les régions de Kiev et d'Odessa étaient des bastions de l'opposition trotskyste. L'opposition zinoviéviste avait très peu de soutien en Ukraine. Le dirigeant permanent de l'opposition trotskyste en Ukraine à cette époque était Iouri Kotsioubinski, un vieil ami de Rakovsky qu'il avait nommé en 1922 chef de la mission ukrainienne à Vienne.

Parmi les dirigeants trotskystes les plus connus en Ukraine figuraient Goloubenko, B. Livchitz, I. Rosengaus, V. Aussem, Dachkovski et Lobanov. Au printemps 1927, certains opposants ukrainiens avaient publié une *Plateforme des 83*. Ils avaient envoyé des représentants dans plus de vingt localités pour organiser des groupes de soutien, des cercles et des réunions, et distribuer leur littérature non seulement parmi les membres du parti mais aussi parmi les ouvriers non affiliés. La « *Plateforme des 83* » avait été signée par N. Gordon, T. Kharechko, S. Schreiber ainsi que par Dachkovski, également auteur d'un autre document de l'opposition, la *Plateforme des 15*. Au début de 1926, un comité clandestin de l'opposition trotskyste fut créé à Kharkov, composé de sept membres. Ce centre était en contact avec l'opposition à Moscou. À Kharkov, il y avait également quatre comités de district, chacun composé de trois membres. Des centres de l'opposition furent aussi établis à Kiev, Odessa, Nikolaïev, Dniepropetrovsk, Zaporojie et Kherson. Dans toutes ces villes, des comités régionaux avaient été mis en place, composés de cinq ou sept membres. L'opposition en Ukraine était très active et bien équipée. Elle disposait de machines à imprimer, de quatre presses à copier et d'un duplicateur.

Préparer le dixième anniversaire de la révolution et renforcer l'opposition en Ukraine telle était la tâche de Rakovsky lors de sa tournée des centres d'opposition à l'automne 1927. La stratégie de l'opposition était de lancer un « appel aux masses », de participer aux célébrations officielles de manière à porter les idées et les revendications de l'opposition à l'attention des masses. Mais cette extension des activités de l'opposition au-delà des rangs du parti ne se limitait pas aux célébrations du dixième anniversaire. En Ukraine, Rakovsky organisa la production clandestine de tracts distribués parmi les ouvriers des usines de Kharkov, Kiev et Odessa. Lorsque Rakovsky arriva en Ukraine, il commença immédiatement à visiter les centres industriels et à prendre la parole lors de réunions d'usine dans des lieux comme Dniepropetrovsk, Zaporojie et Kharkov. À l'usine électrique générale de Kharkov, il s'adressa à une assemblée de quatre mille ouvriers. À Zaporojie, il parla devant la cellule du parti de l'usine « *Communard* ». Dans son discours dans cette usine, il expliqua la critique de l'opposition concernant le plan quinquennal et parla de la menace du chômage et de la baisse du niveau de vie auxquelles la classe ouvrière soviétique était confrontée.<sup>87</sup>

Le tournant de l'opposition vers une activité ouverte parmi les masses non affiliées au parti, particulièrement en Ukraine, provoqua une intensification des tactiques de harcèlement employées par l'appareil du parti et une

---

86 *Report of Court Proceedings in the Case of the Anti-Soviet Bloc of Rights and Trotskyites* (Moscou, 1938), pp. 152–153.

87 A.B. Korneitchouk, « Z Istorii Borot'by Partijnykh Orhanizatsij Ukrainy Protiv Trots'kists'koho-Zinoviev's'koho Bloku », in : *Ukraiins'kyj Istorychnyj Zhurnal*, n° 11, 1973, pp. 15–24.

mobilisation de ses membres contre l'opposition. Dans son rapport au XVe Congrès du parti en décembre 1927, [Kaganovitch](#) relata comment l'appareil du parti, confronté aux activités « subversives » de Rakovsky, entreprit une mobilisation massive pour perturber et endiguer les activités de l'opposition. Cela prit la forme de perturbations organisées et d'injures à toutes les réunions où Rakovsky ou d'autres opposants prenaient la parole. Le 5 novembre, Rakovsky fut invité à s'exprimer lors de la session extraordinaire du Soviet de Kharkov convoquée pour commémorer l'anniversaire de la révolution. Lorsqu'il prit la parole pour défendre les positions de l'opposition, il fut interrompu par des cris, des piétinements et des sifflements jusqu'à ce qu'il lui devienne impossible de poursuivre son discours. À cette session officielle se trouvaient des visiteurs étrangers, des sociaux-démocrates et des personnes non affiliées au parti. Se tournant vers eux alors qu'il quittait la tribune avec colère, Rakovsky déclara : « *Vous voyez comment, chez nous, on laisse parler les représentants de la classe ouvrière ; c'est du social-fascisme.* »<sup>88</sup> De telles scènes devinrent plus fréquentes alors que l'appareil stalinien organisait, au cours du mois de novembre, près de mille réunions en Ukraine pour mener l'attaque contre l'opposition.

À Moscou et Léninegrad, l'appel public de l'opposition pendant les célébrations de l'anniversaire fut violemment réprimé. [Victor Serge](#) décrit comment le contingent de l'opposition dans le défilé à Léninegrad fut encerclé par la milice, dispersé, injurié et battu. À Moscou, lorsque l'opposition déploya ses banderoles devant le mausolée de Lénine, elles furent réduites en lambeaux par des commandos. Au-delà de la place Rouge, l'opposition fut attaquée à coups de matraque, dispersée ou arrêtée. Des coups de feu furent tirés lorsque Trotsky tenta de s'adresser à la foule, et le pare-brise de sa voiture fut brisé. Le 14 novembre 1927, le Comité central et la Commission centrale de contrôle, convoqués en session extraordinaire, expulsèrent Trotsky et Zinoviev du parti. Rakovsky, ainsi que Kamenev, [Smilga](#) et [Evdokimov](#), furent exclus du Comité central.

À la mi-novembre en Ukraine, Rakovsky reçut un télégramme l'informant du suicide de Joffé et il retourna à Moscou. Il fut remplacé en Ukraine par Voja Vujović, un Yougoslave qui était également secrétaire de l'Internationale de la jeunesse. À ce titre, il était, avec Rakovsky, membre du Comité exécutif de l'Internationale communiste (IC). Lors d'une réunion du présidium de l'IC, qui dura de 21h30 à 5h00 le 27 décembre 1927, Trotsky, Rakovsky et Vujović furent exclus de l'IC. La motion d'expulsion de Trotsky fut proposée par J.T. Murphy, « *un membre de longue date mais sans relief du PCGB* ». <sup>89</sup> Vujović prit la place de Rakovsky en novembre et commença à recueillir des signatures pour une déclaration de protestation contre l'expulsion de Trotsky et Zinoviev. Dans l'élection des délégués et le vote en Ukraine précédant le XVe Congrès du Parti, les statistiques officielles de l'appareil stalinien indiquèrent que dix pour cent des membres votèrent en faveur des thèses de l'opposition.

Rakovsky fut le porte-parole officiel de l'opposition au XVe Congrès du Parti qui s'ouvrit le 2 décembre 1927. Il dura trois semaines et fut entièrement occupé par le schisme. Le Congrès vit la fin de l'opposition unifiée de Trotsky et Zinoviev. Le 10 décembre, Kamenev, Bakaïev et Evdokimov, au nom de l'aile zinoviéviste, annoncèrent leur acceptation définitive de toutes les décisions prises par le Congrès. Les trotskystes se retrouvèrent désormais seuls.

Le discours de Rakovsky aborda à nouveau la situation internationale de la révolution et de l'État soviétique. Le XVe Congrès risquait, déclara Rakovsky, de répéter la même erreur que le XIVe Congrès, qui avait affirmé dans sa résolution que « *la trêve... la coexistence pacifique de l'URSS avec les États capitalistes* » serait consolidée et étendue. Mais en l'espace de quelques mois, souligna-t-il, cela fut suivi par la défaite de la révolution chinoise et la rupture des relations avec la Grande-Bretagne. Il dit que le discours de Staline au XVe Congrès avait « *énuméré les succès des deux dernières années, y compris la liquidation de l'incident suisse, et, comme pour contrebalancer cela, il parla de la défaite en Chine, de la rupture anglo-soviétique et du récent conflit avec la France* ». Dans une déclaration qui provoqua un tumulte au Congrès, Rakovsky affirma : « *ces deux grandeurs ne sont pas comparables... Je dis de plus que même si nous avons maintenu les relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne, même si nous n'avons pas eu le conflit avec la France – la défaite de la révolution chinoise a créé une situation si défavorable pour nous que nous pouvons dire qu'elle contrebalance pleinement tous les gains dans nos affaires étrangères.* » Il contesta également l'affirmation de Staline selon laquelle il y avait à l'étranger une croissance constante du soutien de la classe ouvrière à l'Union soviétique.

<sup>88</sup> Cité par Kaganovitch dans son discours au XVe Congrès du Parti.

<sup>89</sup> Voir E.H. Carr, *Foundations of a Planned Economy*, vol. II, 1971, p. 36.

Prenant l'exemple de la Grande-Bretagne, il souligna la « *passivité et l'indifférence* » avec laquelle la classe ouvrière britannique avait réagi à la rupture des relations diplomatiques avec l'Union soviétique. « *Parallèlement à l'augmentation du vote communiste, nous devons constater un fait des plus alarmants, à savoir la diminution de l'activité de la classe ouvrière.* » Le soutien de la classe ouvrière internationale, affirmait-il, était plus important que toute manœuvre entre États capitalistes, et la direction stalinienne refusait de reconnaître la situation réelle et les dangers inhérents qu'elle contenait pour l'État soviétique et pour la révolution.

Rakovsky fut constamment interrompu pendant son discours – entre autres par [Boukharine](#) et Kaganovitch. Il cita abondamment la presse étrangère pour montrer que l'opinion bourgeoise occidentale considérait que l'opposition représentait une menace révolutionnaire plus grande que la ligne officielle. « *C'est une coïncidence alarmante* », déclara Rakovsky. « *Ici on nous dit que nous devons combattre l'opposition, et à l'étranger on nous dit aussi qu'il faut combattre l'opposition.* » L'impérialisme mondial pesait de tout son poids du côté de la majorité. C'était « *le phénomène le plus nouveau dans notre situation internationale* ». À ce moment-là, il fut hué par des cris de « *agent de la bourgeoisie* », « *hors du parti* » et « *menchevik* ». Il ne fut pas autorisé à poursuivre son discours. Dans son discours de clôture, Staline ne répondit à aucun des points soulevés par Rakovsky sur la politique étrangère. Le Congrès était bien verrouillé et sous le contrôle de Staline. Les arguments politiques étaient superflus. « *Le camarade Rakovsky soutient que l'opposition est l'aile gauche de notre parti. Cela ferait rire un chat.* »<sup>90</sup>

Rakovsky fut exclu du Parti communiste à ce même XVe Congrès. Lorsque, le 10 décembre, l'aile zinoviéviste accepta les décisions du Congrès, Rakovsky rédigea une déclaration également signée par Mouralov et plus tard par Radek, dans laquelle il insistait sur le droit de défendre des points de vue oppositionnels à l'intérieur du parti. La résolution expulsant « *soixante-quinze militants actifs de l'opposition trotskyste* » fut adoptée sans débat. Immédiatement après le Congrès, 1 500 opposants supplémentaires furent exclus, et 2 500 déclarations de rétractation signées furent obtenues. Son discours au XVe Congrès du Parti fut la dernière prise de parole publique de Rakovsky en Russie soviétique.

Le 3 janvier 1928, le Politburo décida de déporter les principaux oppositionnels. Trotsky fut envoyé à Alma-Ata, Rakovsky à Astrakhan. La déportation ou l'expulsion n'étaient pas nouvelles pour Rakovsky. Il avait déjà été expulsé de divers pays quatorze fois au total. Dans ses nombreuses notes et récits sur Rakovsky, Trotsky évoque souvent la sérénité remarquable qui permettait au révolutionnaire et diplomate expérimenté de s'élever au-dessus de la défaite et de l'abattement. L'écrivain français [Pierre Naville](#) rendit visite à Rakovsky à l'automne 1927 chez [Préobrajenski](#) et son amie et compagne, Pauline. Naville remarqua l'atmosphère de camaraderie et de simplicité qui, dit-il, « *était impossible à trouver ailleurs à cette époque* ». Rakovsky portait une élégante veste de style occidental. Il décrivit avec humour à l'écrivain français comment les diplomates soviétiques, lorsqu'ils sont rappelés, doivent abandonner tous les biens acquis pendant leur service à l'étranger à l'exception des vêtements. « *Les Français m'ont chassé de Paris pour avoir signé une déclaration de l'opposition. Staline me chasse du Narkomindiel pour avoir signé la même déclaration. Mais, dans les deux cas, on m'a laissé ma jaquette.* »<sup>91</sup>

À Astrakhan, Rakovsky se vit attribuer un poste officiel en tant qu'« *économiste spécial* » au Gubplan (département provincial de planification). Son salaire s'élevait à 180 roubles par mois.<sup>92</sup> Commença alors la vie politique et intellectuelle intense de l'opposition en exil. Dans ses *Notes sur Rakovsky*, Trotsky remarque qu'« *il n'a peut-être jamais mené une existence aussi active que durant ses années de déportation, et sa vie n'a sans doute jamais été aussi féconde qu'en cette période* ». Presque immédiatement après son arrivée à Astrakhan, il entreprit un ouvrage sur Saint-Simon et les origines du socialisme utopique. Dans sa première lettre d'exil, adressée à Trotsky, il l'exhorta à ne pas consacrer toutes ses énergies et tous ses talents aux problèmes politiques immédiats. « *Il est extrêmement important, écrivit-il, que vous choisissiez vous aussi un vaste sujet, à l'image de mon Saint-Simon, qui vous contraindrait à reconsidérer de nombreuses questions sous un angle neuf et à relire bien des choses différemment.* »<sup>93</sup> Louis Fischer fit remarquer, lors de sa visite à Rakovsky en exil, plus tard en

90 Le discours de conclusion Staline au congrès se trouve dans : *Fifteenth Party Congress of the CPSU* (Londres), mars 1928, p. 151.

91 Pierre Naville, *Trotsky vivant*. Paris : Maurice Nadeau, 1988, p. 29.

92 « *Biulleten Oppozitsii* » (Paris), n° 35, juillet 1933, pp. 24–25.

93 La lettre de Rakovsky à Trotsky du 28 février 1928 a été publiée dans le « *Biulleten Oppozitsii* », n° 35.



1929, que ce dernier avait pu emporter toutes ses archives. « *Dans la chambre de Rakovsky, rapporta-t-il, se dressait une immense malle pleine de documents et de lettres. Je fus stupéfait de constater qu'il avait pu emporter à Saratov les protocoles secrets de la conférence anglo-soviétique de Londres en 1924... Il possédait une mémoire prodigieuse et ce dont il ne se souvenait pas, il parvenait souvent à le reconstituer à l'aide de documents.* »<sup>94</sup> Outre ses documents personnels, Rakovsky avait également emporté les œuvres de Saint-Simon et d'Enfantin, ainsi que les classiques de la littérature russe. Durant ses premières semaines d'exil, Cervantès fut sa lecture favorite. Il lisait Aristote et Dante, mais par-dessus tout, il réétudia la Révolution française. Deutscher, dans sa biographie de Trotsky, écrit à propos de Rakovsky qu'« *il avait l'esprit clair et pénétrant ; et peut-être aussi une plus grande capacité de détachement philosophique [que Trotsky]. Malgré son dévouement à l'opposition, il était moins partisan, du moins en ce sens que ses vues dépassaient par leur ampleur les objectifs et tactiques immédiats de l'opposition* ». <sup>95</sup>

À Astrakhan, Rakovsky était responsable des centres d'opposition le long de la Volga méridionale et en Crimée. Il était le lien de Trotsky avec la Russie européenne et même avec le monde occidental en général. Rakovsky recevait régulièrement la presse étrangère, y compris *L'Humanité*. Il écrivait prodigieusement et faisait circuler de nombreuses lettres et documents au sein de la communauté exilée très active, fournissant également à Trotsky des livres et articles qu'il ne pouvait se procurer autrement à Alma-Ata. Deutscher décrit dans la biographie de Trotsky comment à Alma-Ata, « *deux ou trois fois par semaine, un facteur handicapé à cheval apportait le sac postal gonflé de lettres, de coupures de presse et plus tard même de livres et journaux de l'étranger. Nul doute que la censure et le GPU surveillaient attentivement cette correspondance. La majeure partie s'échangeait avec Rakovsky.* »<sup>96</sup>

Parallèlement, Rakovsky commença à écrire ses mémoires, qu'il évoque souvent dans ses lettres à Trotsky. Il écrivit sur ses premières expériences dans le mouvement socialiste, son amitié avec Plekhanov, Luxemburg, Guesde, Jaurès et Lénine. Il relata ses activités en Roumanie et composa plus tard un volumineux ouvrage sur son expérience à la tête de l'Ukraine soviétique. Tous ces écrits furent ultérieurement saisis par le GPU. Seule une infime partie de ses travaux en exil fut publiée plus tard par Trotsky dans le *Bulletin de l'Opposition* et se trouve en partie traduite dans ce volume. La plupart de ces publications concernaient les problèmes immédiats et la stratégie de l'opposition.

En 1923, avant la formation de l'opposition de gauche, Rakovsky avait ouvertement attaqué les tendances bureaucratiques centralisatrices du nouvel État soviétique lors du Douzième Congrès du Parti. La bureaucratie, déclara-t-il alors, était la principale menace pour le pouvoir soviétique et un facteur qui menaçait également la révolution internationale. Maintenant, en exil en 1928, Rakovsky méditait sur la signification profonde du conflit intraparti et la portée historique plus large des événements ayant conduit à la dégénérescence du parti révolutionnaire. Il formula ses premières conclusions dans une longue lettre (datée d'Astrakhan, 2 août 1928, à Valentinov, ancien rédacteur en chef de *Troud*, également trotskyste exilé. La lettre de Rakovsky fit grand bruit dans la communauté des exilés.

Le déclin de l'activité de la classe ouvrière soviétique et la montée de la bureaucratie du parti et de l'État devaient être considérés « *scientifiquement, en les soumettant à une analyse approfondie* », écrivit-il dans la lettre à Valentinov. La plateforme de l'opposition de gauche, dit-il, était inadéquate en ce sens que les remèdes qu'elle proposait avaient « *un caractère empirique* » et n'atteignaient pas « *le fond du problème* ».

Le problème fondamental concernait le rôle de la classe révolutionnaire ayant pris le pouvoir. « *Personne aujourd'hui, écrivit-il, ne peut ignorer les terribles conséquences de l'indifférence politique de la classe ouvrière.* » Le problème est d'autant plus difficile qu'en réalité, il est nouveau. Jamais auparavant les marxistes n'avaient dû affronter la question du recul et du déclin de la classe ouvrière après la conquête du pouvoir. Et sur ce point, Rakovsky n'était pas d'accord avec Trotsky. Pour Trotsky, la dégénérescence bureaucratique du parti et de l'État tenait principalement au retard russe, à la faiblesse numérique de la classe ouvrière, à l'isolement et à l'encerclement capitaliste. Pour Rakovsky, le danger de bureaucratisation était déjà inhérent à la classe ouvrière elle-même, dans sa situation de nouvelle classe dirigeante. Le danger de bureaucratisation et d'indifférence

---

94 Fischer, *op. cit.*, p. 129.

95 Deutscher, *op. cit.*, p. 435.

96 *Ibid.*, p. 401.

politique « continuerait d'exister... même si nous admettions que le pays n'était habité que par des masses prolétariennes et que l'extérieur était uniquement composé d'États prolétariens ». Le danger ne réside pas seulement dans les rapports avec les autres classes, mais au sein même de la classe victorieuse. Ces dangers sont ce que Rakovsky nomma les « dangers professionnels du pouvoir ».

Le phénomène de différenciation sociologique au sein de la nouvelle classe dirigeante s'était également manifesté lors des révolutions française et anglaise. « Aucune classe n'est jamais née en possession de l'art de gouverner. » Historiquement, « il y a toujours eu un manque d'harmonie entre les capacités politiques d'une classe donnée, son aptitude administrative, et les formes constitutionnelles judiciaires qu'elle établit pour son propre usage après la prise du pouvoir ». « Quand une classe prend le pouvoir, une de ses parties devient l'agent de ce pouvoir. Ainsi naît la bureaucratie. Dans un État socialiste, où l'accumulation capitaliste est interdite aux membres du parti dirigeant, cette différenciation commence par être fonctionnelle ; elle devient ensuite sociale. » Trotsky avait utilisé le concept de Thermidor en relation avec l'aile droite du parti, les défenseurs de la propriété privée. Rakovsky se référait aussi à la Révolution française mais en tirait des leçons quelque peu différentes. Le concept de Thermidor était trompeur. « La réaction politique, qui commença avant même Thermidor, consista en ceci que le pouvoir commença à passer, tant formellement qu'effectivement, entre les mains d'un nombre de citoyens de plus en plus restreint. » Dans ce processus de réaction, l'élimination progressive du principe électif et son remplacement par le principe des nominations jouèrent un rôle clé. La différenciation au sein de la classe ouvrière soviétique, d'abord fonctionnelle, devient sociale. Elle « a modifié l'organisme lui-même ». La bureaucratie, la couche dirigeante dans l'économie, le parti et l'État, « a cessé de faire partie de cette classe ». « La bureaucratie des soviets et du parti constitue un nouvel ordre, ... une nouvelle catégorie sociale. »

Les conséquences sociales et politiques de cette « spécialisation fonctionnelle », de cette « différenciation que le pouvoir a introduite au sein du prolétariat », ne seront pas éliminées facilement ou immédiatement. Ce sera « un processus long et délicat. Il consiste à éduquer politiquement la classe dominante de manière à la rendre capable de tenir l'appareil d'État, le parti et les syndicats, de contrôler et de diriger ces institutions. » Il « avouait » n'avoir jamais escompté de triomphes politiques précoces pour l'opposition et concluait que la tâche de l'opposition était celle, « longue et difficile », d'éduquer la classe ouvrière. Il citait les mots du révolutionnaire français Babeuf à sa sortie de la prison de l'Abbaye : « Il est plus difficile de rééduquer le peuple à l'amour de la liberté que de la conquérir. »

L'analyse de Rakovsky avait de profondes implications pour le travail de l'opposition. Il rejetait la notion, défendue par l'aile capitularde de l'opposition, selon laquelle une quelconque réforme pouvait venir de la bureaucratie elle-même. « Je pense qu'il serait totalement irréaliste d'attendre une réforme intra-parti fondée sur la bureaucratie. » Simultanément, son analyse de la passivité politique de la classe ouvrière signifiait qu'aucune pression de masse en faveur d'une réforme ne viendrait de là. Il était convaincu du bien-fondé de l'opposition et de sa justification historique ultime, mais l'implication de son analyse était que pour longtemps encore, la bureaucratie resterait au pouvoir et que le travail de l'opposition était tourné vers l'avenir. Dans un article de février 1929, Trotsky commenta favorablement l'analyse de Rakovsky mais sembla en ignorer les implications plus pessimistes.<sup>97</sup> Aujourd'hui, ce court ouvrage est le plus connu des écrits de Rakovsky. Il fut la première tentative sérieuse de l'opposition pour appréhender historiquement et théoriquement le phénomène de la dégénérescence bureaucratique. En plaçant le problème dans un contexte plus large que celui des particularités russes, il put développer une profonde intuition de ce phénomène historique, et les implications plus complètes

---

97 « Une lettre exceptionnellement intéressante et significative du camarade Rakovsky au camarade Valentinov, datée du 2 août 1928, est consacrée à la question du mécanisme spécial de la dégénérescence et des méthodes de la direction sous la dictature, c'est-à-dire à des facteurs internes, « superstructurels », mais directement décisifs 23. En un mot, cette lettre indique pour la recherche quelques sujets d'une importance exceptionnelle. » « [Le VI<sup>e</sup> congrès et les tâches de l'opposition] », (18 septembre 1928), Léon Trotsky, *Œuvres*, vol. II, 2e série, juillet 1928 à février 1929. Paris : Institut Léon Trotsky, 1989, p. 208.

« Dans une lettre remarquable qui traitait de phénomène de dégénérescence de l'appareil d'État et du parti, mon vieil ami Rakovsky a démontré de façon frappante qu'après la conquête du pouvoir une bureaucratie indépendante se différenciait du milieu de la classe ouvrière et que cette différenciation était d'abord seulement fonctionnelle, puis devenait sociale ». « Où va la république soviétique » (25 février 1929), Léon Trotsky, *Œuvres*, Volume III, 2e série, février 1929 à mai 1929. Paris : Institut Léon Trotsky, 1989, p. 61. (Note du traducteur)

de son analyse restent à développer par le mouvement marxiste lui-même. Dans une critique incisive contre ceux qui ont capitulé (*Thèses sur les capitulards*), il écrivit :

*« La perte de ceux qui n'ont pas suffisamment réfléchi à notre programme, de ceux qui rêvent d'un petit coin tranquille, de ceux qui invoquent le désir de participer aux « grandes luttes », était inévitable. Cela ne peut que purifier les rangs de l'opposition. Il reste encore ceux qui ne voient pas dans la plateforme une sorte de menu où l'on picorerait selon son goût. La plateforme était et demeure l'étendard du léninisme combatif, et seule son application intégrale peut sortir le parti et le pays du prolétariat de l'impasse où la direction centrisme l'a conduit. »*

Rakovsky ne rejetait pas la réintégration dans le parti mais insistait pour qu'une telle réintégration se fasse sur la base du droit inaliénable de l'opposition à lutter pour ses politiques et à critiquer la direction centrisme. Il ne croyait pas, comme Preobrajensky, que le centre stalinien, en instituant le tournant à gauche, suivait les « lois inéluctables de l'histoire ». Il ne voyait pas non plus le centre comme fragile et ballotté entre les pressions de droite et de gauche. Si Staline détruisait la droite, cela ne signifiait pas qu'il était sur le point d'appeler l'opposition de gauche à l'aide. Le pronostic de Rakovsky se confirma lorsque, à l'automne 1928, Staline intensifia la répression contre la gauche. Fin 1928, entre 6 000 et 8 000 oppositionnels de gauche étaient emprisonnés et déportés. Puis, en janvier 1929, Trotsky fut expulsé d'Union soviétique.

La santé de Rakovsky se détériora à Astrakhan et pendant plusieurs mois, il demanda la permission d'être transféré ailleurs. Les démarches auprès des responsables du parti et les lettres au Comité central restèrent vaines. Finalement, ce fut Krestinsky qui plaida en sa faveur. Au procès de Krestinsky en 1938, ce fut l'une des accusations retenues contre lui. À cette époque, en 1928, déclara Krestinsky au tribunal, il avait « demandé à Kaganovitch de transférer Christian Georgievitch à Saratov depuis Astrakhan, évoquant nos relations amicales. Cette demande fut accordée. Eh bien, lorsqu'il arriva à Saratov, sa fille lui rendit visite et par son intermédiaire, je lui fis parvenir une lettre. »<sup>98</sup>

En avril 1929, Louis Fischer rendit visite à Rakovsky à Saratov. Dans cette ancienne ville de la Volga, Rakovsky occupait deux chambres à l'hôtel. Fischer passa « huit jours passionnants » avec lui. Il décrivit leur routine quotidienne :

*« Je venais dans la chambre de Rakovsky à midi. Il me parlait pendant deux heures pendant que je prenais les notes volumineuses qui gisent maintenant sur mon bureau. Puis il allait déjeuner. Parfois je l'accompagnais jusqu'à la salle à manger. Des hommes s'inclinaient à son passage et soulevaient leur chapeau. Car ce criminel politique en exil était le résident le plus éminent et, je le soupçonne, le plus vénéré de Saratov. Je revenais dans sa chambre à six heures du soir, quand il reprenait son récit captivant. Vers sept heures, un jeune homme entra, hochait la tête, s'asseyait et écoutait. Quelques minutes plus tard, un autre homme entra, puis un autre. À sept heures et demie, six ou sept personnes étaient dans la pièce. C'étaient les compagnons d'exil de Rakovsky, se réunissant quotidiennement pour échanger des vues avec leur leader. Il me suggérait alors de l'excuser et de revenir à minuit. Minuit ! J'aime avoir des horaires réguliers. Frais comme un jeune homme, Rakovsky, âgé de cinquante-six ans, commençait à minuit et continuait jusqu'à deux heures du matin. Puis l'électricité de la grande ville provinciale de Saratov était coupée, et Rakovsky allumait quelques bougies. À trois heures, il les éteignait, car c'était le matin et le soleil se levait. À quatre heures, il disait : « Eh bien, je suppose que vous voulez aller vous coucher. » C'était bien le cas. »<sup>99</sup>*

Rakovsky parlait rarement des affaires du parti à Fischer. Un jour, cependant, alors qu'ils parlaient, un télégramme fut remis à Rakovsky. « Il l'ouvrit et pâlit. Après un moment, il dit, d'une voix pleine de mépris : « C'est un message de Radek, Smilga et Beloborodov. Ils vont faire la paix avec Staline, confesser leurs erreurs, retourner à Moscou. Ils veulent que je les rejoigne. Jamais. Je n'abandonnerai pas Trotsky. Je l'aime personnellement et j'admire sa politique. Staline a trahi la révolution. » »

En 1929, la répression contre l'opposition s'accrut. Le libre flux du courrier comme en 1928 n'existait plus, et la plupart des lettres et documents de Rakovsky furent saisis par le GPU. Avec la déportation de Trotsky,

<sup>98</sup> Report of Court Proceedings, op. cit., p. 154.

<sup>99</sup> Le récit de la visite de Fischer se trouve dans son livre *Men and Politics*, p. 127 et suiv.

Rakovsky était désormais le leader reconnu de l'opposition à l'intérieur de l'Union soviétique. Au XVI<sup>e</sup> Congrès du parti en avril 1929, trente-huit Trotskystes renoncèrent formellement à leur adhésion à la plateforme de l'opposition, parmi eux [Sérébriakov](#) <sup>100</sup>. Depuis Saratov, Rakovsky rallia les irréductibles. Dans une série de thèses qu'il adressa sous forme de lettre au Comité central, il réaffirma la position de l'opposition sur la réintégration dans le parti : « *Vous avez pris des mesures nouvelles et importantes dans le domaine de l'industrialisation. Mais ces mesures ne vous permettront pas d'atteindre votre but si, d'une part, vous ne modifiez pas les prémisses fondamentales de votre théorie et, d'autre part, vous refusez d'effectuer des réformes essentielles et radicales dans le parti, les syndicats et les soviets. Si vous voulez sincèrement avancer sur cette voie, alors vous devez d'abord réintégrer l'opposition dans le parti.* » <sup>101</sup>

En juillet 1929, Radek, Smilga et Preobrajensky annoncèrent qu'ils avaient rompu « *idéologiquement et organisationnellement avec Trotsky* ». Lorsque cela se produisit, Rakovsky rédigea une déclaration au nom de l'opposition de gauche, signée également par Kossior et Okoudjova. Il recueillit cinq cents signatures pour cette déclaration dans la communauté des exilés, et Trotsky la publia dans le *Bulletin de l'Opposition* avec une lettre ouverte l'approuvant. <sup>102</sup> La déclaration d'août 1929 fut attaquée par les gauchistes de l'opposition comme capitularde. Dans la déclaration, Rakovsky écrivait que la lutte des classes et le danger venant de la droite « *ont en partie balayé les barrières qui ont séparé l'opposition bolchevique-léniniste du parti* ». Il en appelait au Comité central pour « *nous faciliter le retour dans le parti* », et il répudiait « *les moyens de lutte fractionnels* ». Cependant, il exigeait aussi le droit pour l'opposition de défendre ses vues au sein du parti et que la démocratie du parti « *soit mise en œuvre dans son intégralité* », avec l'élection de tous les fonctionnaires et la possibilité de les révoquer. La déclaration réaffirme également que « *l'organisation complète de la production socialiste n'est possible qu'à l'échelle internationale* ». Enfin, la déclaration exige que Trotsky soit ramené d'exil.

La réponse du parti à la déclaration d'août 1929 fut d'intensifier la répression. « *La déclaration du camarade Rakovsky, soutenue par l'essentiel des cadres de l'opposition, écrivit Trotsky, était une application de la politique de front unique envers le parti. La direction centrisme y répondit en intensifiant la répression. À l'expression par l'opposition de sa sincère volonté d'assouplir la rigidité organisationnelle de notre combat pour une ligne marxiste, l'appareil répondit en fusillant Blumkine.* » <sup>103</sup> Le « groupe de Saratov » fut dispersé, et Rakovsky fut exilé à Barnaoul en Sibérie. En février 1930, le GPU confisqua tous ses manuscrits, y compris tous les articles, mémoires, etc., qu'il avait écrits en exil. L'officier du GPU chargé de l'opération dit à Rakovsky : « *C'est vous qui nous retenez.* » Lorsque cela fut rapporté à Trotsky, il écrivit dans une note du *Bulletin de l'Opposition* : « *N'est-ce pas étonnant qu'un homme en exil, isolé, sans secrétaire, et qui ne dispose même pas d'une machine à écrire, soit capable de "retenir" le parti et le pays ?* ». Dans un numéro ultérieur, nous trouvons la note suivante de Trotsky :

*En 1918, les envahisseurs roumains de Bessarabie s'adressèrent aux habitants de Moguilev par l'appel suivant :*

*« Aux Habitants Pacifiques de Moguilev  
Livrez-nous Rakovsky ligoté, sinon nous ne cesserons pas le bombardement.  
Nous voulons la paix, mais Rakovsky veut la guerre.  
Choisissez entre lui et nous.  
Si vous nous livrez Rakovsky, vous obtiendrez la paix et nous vous enverrons des provisions.  
L'Armée Roumaine »*

*Mais la révolution soviétique ne ligota pas Rakovsky et ne le livra pas à ses ennemis ; il lui était nécessaire ; une grande œuvre l'attendait. En octobre 1927, les gouvernants réactionnaires français exigèrent le rappel de Rakovsky de Paris. Tchitcherine, dans une note du 12 octobre 1927, se refusa au « rappel de M. Rakovsky, dont les efforts et l'énergie ont contribué dans une mesure significative aux résultats obtenus par la conférence*

100 Sérébriakov capitula en 1929, fut réadmis au parti en 1930, mais fut plus tard condamné et exécuté après le deuxième procès de Moscou.

101 « *La politique de la direction et le régime du parti* », 5 octobre 1929. *Biulleten Oppozitsii*, n° 7, 1929, pp. 7–10.

102 « Open letter to the communist party of the soviet union. The State of the Party and the Tasks of the Left Opposition », dans : *Writings of Leon Trotsky* (1930), New York : Pathfinder, 1975, p. 146.

103 « *Biulleten Oppozitsii* », n° 11, 1930, p. 31.

franco-soviétique. » Mais précisément à cause de cette énergie et de ces talents de diplomate révolutionnaire, Rakovsky devint la bête noire de la bourgeoisie française et il fallut le rappeler. Mais si Staline rappela Rakovsky ce fut ensuite pour satisfaire enfin aux vœux de la bourgeoisie roumaine : il ligota Rakovsky pieds et poings liés et, s'il ne le livra pas à Bucarest, il l'exila à Barnaoul.<sup>104</sup>

Pourtant Rakovsky survécut à son exil dans ce « trou dans la terre froide et stérile nommé Barnaoul ». <sup>105</sup> Fischer raconte comment des prospecteurs américains vinrent un jour à Barnaoul, et comme Rakovsky était le seul à parler anglais, on le fit venir pour servir d'interprète. À leur départ, ils lui offrirent un dollar de pourboire qu'il déclina poliment. « Les conditions sibériennes et l'humiliation ne purent briser Rakovsky », écrivit Fischer.<sup>106</sup>

En avril 1930, Rakovsky écrivit une autre déclaration adressée, comme d'habitude, au Comité central et signée également par V. Kossior, N. Mouralov et V. Kasparova. Dans cette déclaration de 1930, il affirme une fois de plus son rejet de « la théorie nocive qu'il est possible de construire le socialisme dans un seul pays ». Il rejette à nouveau toute alliance avec la bureaucratie centrisme et toute idée qu'une réforme puisse être initiée depuis l'intérieur de la bureaucratie. Dans une attaque cinglante contre le groupe dirigeant stalinien, il écrivit : « Toute la sagesse politique de la direction centrisme et droitier-centrisme a consisté à étouffer dans les masses le sentiment d'indépendance politique, de dignité humaine et de fierté, et à encourager et organiser l'autocratie de l'appareil. L'ingéniosité exceptionnelle de la direction centrisme et surtout de son secrétaire général a été entièrement consacrée, et l'est encore, à établir cette autocratie. La force de la direction du parti réside dans l'appareil, mais elle est aussi la source de sa faiblesse. » Le regroupement de tous les communistes autour d'une plateforme révolutionnaire était plus nécessaire que jamais. « Cependant, dans la mesure où l'introduction du slogan de regroupement de toutes les forces communistes signifie la fin du monopole du centrisme, la bureaucratie centrisme s'y opposera avec la même violence qu'auparavant. Le slogan de regroupement de tous les communistes révolutionnaires ne peut être introduit que par une lutte des masses du parti contre la bureaucratie centrisme. » Dans une déclaration qui stupéfia les rangs de l'opposition tout en laissant sans réponse l'épineux problème, Rakovsky écrivit : « D'un État prolétarien avec déformation bureaucratique – comme Lénine définissait la forme politique de notre État – nous avons évolué vers un État bureaucratique avec un élément prolétarien résiduel. »

Le danger désormais, disait Rakovsky, était qu'un échec de l'aventure ultra-gauchiste de la collectivisation forcée puisse ouvrir la porte à la menace du capitalisme agraire. Bien qu'il sût que les exigences de l'opposition décimée et vaincue n'auraient aucun effet sur l'appareil bureaucratique, il pointait, comme pour les générations futures, le besoin fondamental et pressant de construire une véritable démocratie ouvrière. « Sans démocratie ouvrière et démocratie dans le parti, toutes les corrections deviendront inévitablement des distorsions. Seul le contrôle révolutionnaire des masses est capable de maintenir l'appareil sous son autorité. » Dans une série d'exigences adressées au parti – qui, disait-il, ne constituaient aucun « nouveau programme » mais étaient « l'ancien programme éprouvé au combat » du Parti bolchevique –, il réclamait : la libre discussion et les élections libres dans le parti fondées sur le vote secret ; une réduction drastique de l'appareil du Parti, des syndicats et des Soviets ; l'abolition du poste de secrétaire général ; l'abolition de l'article 58, le retour de Trotsky et la libération de tous les opposants ; la publication du *Testament* de Lénine et de tous les documents de l'opposition ; le rétablissement de l'activité libre des syndicats ; la fin de la collectivisation forcée et la création d'unions de paysans pauvres ; l'aide aux sovkhozes et le maintien du rythme d'industrialisation. Trotsky écrivit une introduction à la déclaration lorsqu'il la publia dans le *Bulletin de l'Opposition*. « Malgré la concision de la formulation », écrivit-il, « le document présente une évaluation claire des processus économiques et politiques, appelant par leur nom les dangers qui approchent. »<sup>107</sup>

À partir de 1930, un mur de silence entoure Rakovsky. De sa déclaration à son procès en 1938, nous savons qu'en juillet 1932 il reçut l'autorisation de se rendre au lac Shira pour se soigner. Fin 1932, la nouvelle parvint au foyer de Trotsky que Rakovsky avait tenté de s'échapper d'Union soviétique, avait été capturé et blessé. En

104 « A Suppressed Speech of Lenin And Other Items », 1er septembre 1932. *Writing of Leon Trotsky*, Vol. 4, 1932, New York : Pathfinder, 1973, pp. 306-310.

105 Fischer, *op. cit.*, p. 293.

106 *Ibid.*

107 *Writing of Leon Trotsky (1930-31)*. New York : Pathfinder, 1973, p. 49.



mars 1933, il fut officiellement annoncé qu'il avait été déporté dans une région encore plus reculée, dans la province de Yakoutsck en Asie centrale.<sup>108</sup> On n'entendit plus parler de Rakovsky jusqu'à ce que les *Izvestia* du 23 février 1934, publie un télégramme de lui, adressé au Comité central, disant : « *Devant la poussée de la réaction internationale, qui vise en dernière analyse la Révolution d'Octobre et l'édification socialiste en URSS, les divergences qui m'opposent au Parti perdent leur signification. J'estime qu'il est du devoir révolutionnaire d'un communiste bolchevik de cesser complètement et sans conditions la lutte, tant sur le plan des idées que sur le plan de l'organisation, contre la direction et la ligne générale telles que les ont définies les congrès du Parti, et de me soumettre à ses décisions ainsi qu'à sa discipline.* »<sup>109</sup>

Cette soumission fut un coup terrible pour l'opposition de gauche et pour Trotsky personnellement. « *Au cours de ses nombreuses années d'exil* », écrivit Trotsky en mars 1934, « *le vieux combattant était devenu un symbole, non seulement pour l'Opposition de gauche internationale, mais également pour de larges couches de la classe ouvrière en général.* »<sup>110</sup> Il y avait toutefois un réconfort dans le fait que la déclaration de Rakovsky n'était pas une capitulation idéologique ou politique. Il ne renia pas ses idées passées, et précisa que c'était la menace de la réaction internationale, la montée du fascisme et le danger pesant sur le pouvoir soviétique, qui le firent renoncer à son combat et se soumettre à la discipline. « *On peut, écrivit Trotsky, sans aucune exagération, dire que c'est grâce à Hitler que Staline a vaincu Rakovsky.* »<sup>111</sup> Ce fut aussi l'opinion de Fischer, qui rendit à nouveau visite à Rakovsky à Moscou en 1935 et consigna ses impressions. « *Je lui rendis visite deux fois dans son appartement à Moscou en 1935 et Madame Rakovsky me servit le thé comme à Saratov. Je le vis aussi trois ou quatre fois dans son bureau au Commissariat à la Santé, où il avait pris la direction de tous les instituts de recherche scientifique du Commissariat (il était médecin de profession). Ce que j'entendis de lui à Moscou confirma ce que j'avais écrit à Madrid. L'exil ne l'avait pas brisé. Mais il regardait l'Europe depuis Barnaoul et n'y voyait pas de révolution... Le fascisme gagnait de pays en pays. L'intensité de la détresse humaine n'avait d'égale que la férocité de la réaction politique... Hitler le ramena à Staline.* »<sup>112</sup>

Trotsky rompit toute relation personnelle et politique avec lui après cette soumission. Dans une déclaration officielle de l'Opposition de gauche internationale, il écrivit : « *Nous enregistrons la déclaration purement formelle du vieux lutteur qui, par toute sa vie, a démontré son dévouement inébranlable à la cause révolutionnaire, nous l'enregistrons avec douleur, et nous passons à l'ordre du jour.* »<sup>113</sup> Dans son journal personnel le 25 mars 1935, Trotsky écrivit ce que la rupture avec Rakovsky signifiait pour lui personnellement : « *Rakovsky était au fond mon dernier lien avec l'ancienne génération révolutionnaire. Après sa capitulation il n'est resté personne. Bien que ma correspondance avec Rakovsky eût cessé – pour raisons de censure – à partir de mon exil, néanmoins la figure même de Rakovsky était restée un lien en quelque sorte symbolique avec les vieux compagnons de lutte. Maintenant il ne reste personne. Le besoin d'échanger des idées, de débattre ensemble des questions, ne trouve plus, depuis longtemps, de satisfaction* »<sup>114</sup>

L'année 1934 vit le renouveau temporaire d'une sorte de libéralisme dans la direction du parti. On parla d'une atmosphère de réconciliation. À l'été 1933, Kamenev et Zinoviev furent réintégrés dans le parti, autorisés à choisir leur domaine de travail et même invités au Congrès du Parti en février 1934. Les oppositionnels qui « se repentaient » obtenaient l'autorisation de vivre à Moscou et reprenaient un travail responsable. Lorsque Rakovsky revint à Moscou, il fut personnellement accueilli par Kaganovitch et obtint un poste important au Commissariat à la Santé. Un autre oppositionnel, Sosnovsky, un journaliste soviétique éminent et, comme Rakovsky, un partisan précoce de l'opposition de gauche, fut autorisé à reprendre son travail journalistique aux

108 Ces deux faits (la tentative d'évasion et la déportation à Yakoutsck) se sont révélés être des rumeurs. (Note du traducteur)

109 « *Pravda* », n° 50 (5936), 20 février 1934, p. 4. (Note du traducteur)

110 « *Que signifie la capitulation de Rakovsky ?* » (31 mars 1934), dans : *Léon Trotsky, Œuvres, 3, Novembre 1933 – Avril 1934*. Institut Léon Trotsky, Paris : EDI, 1978, pp. 303-310.

111 *Ibid.*, p. 309.

112 Fischer, *op. cit.*, p. 293-294.

113 « *Le véritable sens de la déclaration de Rakovsky* » (21 février 1934), dans : *Léon Trotsky, Œuvres 3, Novembre 1933 – Avril 1934*. Institut Léon Trotsky, Paris : EDI, 1978, pp. 237-238.

114 Léon Trotsky, *Journal d'exil*. Paris : Gallimard, 1977, p. 79.

[https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/journal/journal\\_tabmat.htm](https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/journal/journal_tabmat.htm)

*Izvestia*.<sup>115</sup> Un des principaux dirigeants du Politburo qui promouvait la politique de libéralisation était [Kirov](#). En dehors du parti, [Gorky](#) argumentait vivement contre la répression. Mais Staline attendait son heure.

Le 1er décembre 1934, Sergueï Kirov fut assassiné. Il avait remplacé Zinoviev à la tête de l'organisation de Leningrad et était le leader de la tendance réconciliatrice dans la direction stalinienne. Suite au débat et à l'examen des preuves qui ont suivi le coup mortel qui tua Kirov, y compris les révélations de [Khrouchtchev](#) au XXe Congrès du Parti, il ne fait aujourd'hui aucun doute que Staline fut le principal instigateur du meurtre de Kirov.<sup>116</sup> Non seulement cela le débarrassa du principal conciliateur et opposant potentiel, mais cela fournit un prétexte pour un nouvel assaut contre l'opposition. Comme le souligne Robert Conquest dans son livre sur les procès fabriqués, *La Grande Terreur*, le meurtre de Kirov déclencha un processus de meurtres et de terreur dans lequel non seulement toute l'ancienne direction bolchevique, mais aussi littéralement des millions de citoyens soviétiques trouvèrent la mort. La première version de l'assassinat évoqua une conspiration de Gardes blancs derrière Nikolaïev, l'assassin. Bientôt, cependant, Zinoviev et Kamenev furent mentionnés. Ils furent exclus du parti et attendirent leur procès. Très vite, Trotsky fut lié à Kamenev et Zinoviev et désigné comme le véritable instigateur. Zinoviev et Kamenev furent exécutés après leur procès en 1936.

Lors du deuxième procès de Moscou en janvier 1937, l'un des accusés, Drobni, désigna Rakovsky comme faisant partie du « centre trotskyste » qui organisait le sabotage du pouvoir soviétique et conspirait avec le capitalisme étranger et ses services de renseignement pour le renverser. Rakovsky, déclara Drobni, « *était au courant des instructions de Trotsky concernant le sabotage et le terrorisme* ». Lorsque Trotsky en fut informé, il écrivit : « *Drobni a cité parmi d'autres Rakovsky [...] Le vieux lutteur brisé par la vie va inévitablement au devant de son destin.* »<sup>117</sup> À l'automne 1937, Rakovsky fut arrêté<sup>118</sup>. Dans un communiqué de presse en octobre, Trotsky décrivit comment la police avait perquisitionné la maison de Rakovsky pendant dix-huit heures, durant lesquelles le vieil opposant, âgé de soixante-sept ans<sup>119</sup>, ne fut autorisé ni à manger ni à se reposer. Sa femme essaya de lui servir du thé, mais le GPU l'en empêcha sous prétexte qu'elle pourrait tenter de l'empoisonner. Emprisonné, Rakovsky résista huit mois à ses interrogateurs avant « d'avouer » qu'il était un espion.

L'interrogatoire de Rakovsky et sa déclaration au tribunal n'apportent que peu d'éclaircissements sur les motifs de ses aveux ou les moyens employés pour les obtenir. Selon le rapport des journalistes, il apparut hagard, avec une longue barbe qui le rendait à peine reconnaissable. Les réponses étaient connues à l'avance. Les « aveux » souhaités avaient été obtenus. Ceux qui n'avouaient pas ne se présentaient même pas au procès. Mais sous la façade rituelle de l'autodénigrement, l'esprit n'était pas complètement brisé, et il cherchait des voies de résistance qui lui étaient encore ouvertes. Ainsi, par exemple, Boukharine polémiqua avec Vychinski à propos de philosophie. Rakovsky, l'historien, tenta de discuter d'histoire :

*« Vychinski : Si les fascistes s'emparaient du pouvoir pour vous, en quelles mains le pouvoir serait-il ? »*

*Rakovsky : L'histoire connaît...*

*Vychinski : Non, laissez l'histoire tranquille. »*<sup>120</sup>

Le tribunal déclara qu'il avait été un capitaliste avant la révolution et un espion après celle-ci.

*« Vychinski : Donc, ce n'était pas seulement votre père qui était un propriétaire terrien, mais vous aussi vous étiez un propriétaire terrien, un exploitateur. »*

*Rakovsky : Eh bien, bien sûr. J'étais un exploitateur. Le fait est que je vivais de revenus, et le revenu, comme on le sait, provient de la plus-value.*

---

115 Ces détails sont fournis par B. Nikolaevsky dans la « Lettre d'un Vieux bolchévik » reproduite dans son livre *Power and the Soviet Elite* (Londres 1966).

116 Les archives depuis lors disponibles ne semblent pas corroborer cette hypothèse. (Note du traducteur)

117 « Rakovsky », dans : *Léon Trotsky, Œuvres*, décembre 1936 à février 1937. Paris : EDI 1982, p. 172.

118 Date inexacte : Rakovsky fut arrêté le 28 janvier 1937. (Note du traducteur)

119 Rakovsky avait 65 ans à ce moment-là. (Note du traducteur)

120 *Report of Court Proceedings, op. cit.*, p. 311.

*Vychinski : Eh bien, voilà. Il était important pour moi d'établir d'où vous receviez vos revenus.*

*Rakovsky : Mais il est important pour moi de dire à quoi ces revenus étaient dépensés...*

*Vychinski : C'est une autre affaire. »<sup>121</sup>*

Tous savaient que Rakovsky avait dépensé tout ce qu'il possédait pour le mouvement révolutionnaire en Roumanie, en Russie et ailleurs. Tenté d'attirer l'attention sur ce fait, il fut instantanément réduit au silence. Nous retrouvons ici à maintes reprises l'affirmation de la vérité au milieu du déni. Voici un échange typique entre Rakovsky et le tribunal :

*« Rakovsky : Pendant huit mois, j'ai tout nié et refusé de témoigner.*

*Vychinski : Suivant les tactiques et les instructions des Trotskystes ?*

*Rakovsky : Par l'application des anciennes pratiques révolutionnaires et l'application des pratiques contre-révolutionnaires.*

*Vychinski : Qu'avez-vous à faire avec des pratiques révolutionnaires ? Il vous reste encore un peu de phraséologie, mais c'est une autre question.*

*Rakovsky : Mais on ne peut nier que j'ai appartenu autrefois à...*

*Vychinski : Mais vous n'avez pas été arrêté autrefois, mais maintenant. »<sup>122</sup>*

Dans sa déclaration finale au tribunal, Rakovsky revint une fois encore sur son passé : *« Citoyens juges, dès ma jeunesse, j'ai accompli honnêtement, sincèrement et fidèlement mon devoir de soldat de la cause de l'émancipation du travail. Après cette période lumineuse, une période sombre commença, la période de mes actes criminels... »<sup>123</sup>*

Rakovsky fut condamné le 12 mars 1938 à vingt ans d'emprisonnement, une sentence qui signifiait la mort pour le vieux révolutionnaire. Elinor Lipper, qui passa onze ans dans les prisons soviétiques, rapporte que Madame Rakovsky se trouvait à la prison de Boutyrka à Moscou en 1937-1938. *« La femme de l'ambassadeur soviétique Rakovsky était une Roumaine, une femme malade aux cheveux blancs qui souffrait de graves crises cardiaques toutes les quelques semaines. »<sup>124</sup>* Rakovsky vécut dans les camps encore trois ans et fut fusillé sur ordre de Staline lorsque les Allemands entrèrent en Biélorussie le 22 juin 1941.

---

121 *Ibid.*, p. 302.

122 *Ibid.*, p. 312.

123 *Ibid.*, p. 764.

124 E. Lipper, *Eleven Years in Soviet Prison Camps* (Londres, 1951), p. 15.